



L'AGENDA DIPLOMATIQUE DU NOUVEAU PRÉSIDENT

Sous la direction de Thomas GOMART et Marc HECKER

Avril 2017

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 978-2-36567-693-9

© Tous droits réservés, Ifri, 2017

Comment citer cette publication :

Thomas Gomart et Marc Hecker (dir.), « L’agenda diplomatique du nouveau président », *Études de l’Ifri*, Ifri, avril 2017.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteurs

Alain Antil, responsable du programme Afrique subsaharienne de l’Ifri.

Marie-Claire Aoun, directeur du Centre Énergie de l’Ifri.

Christophe Bertossi, directeur du Centre Migrations et Citoyennetés de l’Ifri.

Corentin Brustlein, responsable du Centre des Études de sécurité de l’Ifri.

Alice Ekman, chercheur, responsable des activités Chine au Centre Asie de l’Ifri.

Thomas Gomart, directeur de l’Ifri.

Marc Hecker, chercheur au Centre des études de sécurité de l’Ifri, directeur des publications de l’Ifri et rédacteur en chef de *Politique étrangère*.

Sébastien Jean, directeur du Centre d’études prospectives et d’informations internationales (CEPII).

Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du Centre Russie/NEI de l’Ifri.

Barbara Kunz, chercheur au Comité d’études des relations franco-allemandes (Cerfa) de l’Ifri.

Frédéric Monlouis-Félicité, délégué général de l’Institut de l’entreprise.

Laurence Nardon, responsable du programme Amérique du Nord de l’Ifri.

Françoise Nicolas, directeur du Centre Asie de l’Ifri.

Julien Nocetti, chercheur au Centre Russie/NEI de l’Ifri.

Céline Pajon, chercheur au Centre Asie de l’Ifri.

Michel Pébereau, président d’honneur de l’Institut de l’entreprise.

Vivien Pertusot, chercheur associé à l’Ifri.

Dorothee Schmid, responsable du programme Turquie contemporaine de l’Ifri.

John Seaman, chercheur au Centre Asie de l’Ifri.

Hans Stark, secrétaire général du Comité d’études des relations franco-allemandes (Cerfa) de l’Ifri.

Matthieu Tardis, chercheur au Centre Migrations et Citoyennetés de l’Ifri.

Sommaire

INTRODUCTION	7
---------------------------	----------

Thomas Gomart

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ENTRAVÉE PAR LA DETTE PUBLIQUE....	11
---	-----------

Michel Pébereau et Frédéric Monlouis-Félicité

POLITIQUE COMMERCIALE : AU-DELÀ DES POSTURES, COMMENT DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DE LA FRANCE	15
---	-----------

Sébastien Jean

ÉNERGIE ET CLIMAT : LES ENJEUX DE LA TRANSITION	19
--	-----------

Marie-Claire Aoun

TERRORISME : LES CINQ DÉFIS DU NOUVEAU PRÉSIDENT	23
---	-----------

Marc Hecker

DÉFENSE : LE MOMENT DE VÉRITÉ	27
--	-----------

Corentin Brustlein

LA MAÎTRISE DU NUMÉRIQUE : CONDITION DE L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE	31
--	-----------

Julien Nocetti

LA REFORMULATION DU DÉFI MIGRATOIRE.....	35
---	-----------

Christophe Bertossi et Matthieu Tardis

LES RELATIONS FRANCO-AMÉRICAINES AU CŒUR DES RELATIONS TRANSATLANTIQUES.....	39
---	-----------

Laurence Nardon

**LES RELATIONS FRANCO-RUSSES :
PRIVILÉGIER LE BILATÉRAL OU LES ALLIANCES ?43**

Tatiana Kastouéva-Jean

**LA FRANCE AU MOYEN-ORIENT :
L'ENGAGEMENT PAR OBLIGATION ?47**

Dorothee Schmid

ASIE : POURSUIVRE UN ENGAGEMENT DIVERSIFIÉ51

Alice Ekman, Françoise Nicolas, Céline Pajon et John Seaman

**LA POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE
À L'ÉPREUVE DE LA DIVERSITÉ DU CONTINENT55**

Alain Antil

**QUATRE PISTES POUR REPRENDRE L'INITIATIVE
SUR L'UNION EUROPÉENNE59**

Vivien Pertusot

FRANCE-ALLEMAGNE : *QUO VADIS* ?63

Barbara Kunz et Hans Stark

**MULTILATÉRALISME ET GOUVERNANCE MONDIALE :
RESTRUCTURATION ACCÉLÉRÉE67**

Alice Ekman

Politique commerciale : au-delà des postures, comment défendre les intérêts de la France

Sébastien Jean

La politique commerciale tient une place paradoxale dans cette campagne présidentielle, les déclarations les plus tranchées et une part significative du débat se focalisant sur l'opportunité du retour à un protectionnisme français. Or, faut-il vraiment le rappeler, la politique commerciale est une compétence communautaire exclusive depuis le 1^{er} janvier 1970, en cohérence avec le principe de libre circulation des biens au sein de l'Union européenne (UE). Un protectionnisme français ne serait donc concrètement possible que si la France sortait de l'UE. Ce serait un autre monde, qui supposerait de défaire la construction européenne, avec des conséquences immenses à tous égards et porteuses de lourdes menaces. Il faut cependant souligner que, même si l'on faisait abstraction de ces aspects juridiques et institutionnels, une protection douanière appauvrirait l'économie française. La taxe à la consommation qu'elle représente pèserait sur le pouvoir d'achat des ménages, particulièrement des plus modestes, tandis que la taxation des pièces et composants importés handicaperait lourdement la compétitivité des entreprises. En effet, les chaînes de valeurs internationales sont devenues la condition *sine qua non* de la performance dans les productions les plus élaborées comme l'aéronautique, les matériels de transport ou électroniques, sans compter les représailles qu'une telle mesure attirerait inévitablement de la part de nos partenaires commerciaux.

Il est nettement plus réaliste et constructif de s'interroger sur les défis auxquels fait face la politique commerciale commune de l'UE et sur la façon dont le prochain président pourrait utilement l'influencer. Et les défis ne manquent pas, dans un contexte marqué, là encore, par le paradoxe : la politique commerciale européenne a rarement été aussi active, alors même que sa légitimité politique n'a jamais été aussi contestée. La Commission européenne conduit actuellement plus d'une

vingtaine de négociations pour l'établissement ou la modernisation d'un accord commercial, y compris avec des partenaires de première importance avec lesquels elle n'était pas liée, comme les États-Unis, le Japon, l'Inde ou le Mercosur et, pour l'investissement seulement, la Chine. Or, même la ratification d'un accord avec un partenaire aussi naturel pour l'Union que le Canada s'avère éminemment problématique. Le gouffre est manifeste entre les ambitions et les moyens, à tout le moins du point de vue politique.

L'UE doit en outre affronter un contexte international particulièrement agité. Le protectionnisme agressif du président Donald Trump menace ainsi de déstabiliser non seulement une relation commerciale fondamentale pour l'UE, mais aussi le système multilatéral qui organise nos échanges. Avec la Russie, la relation commerciale est surdéterminée par le conflit politique sur le dossier ukrainien et les sanctions qui en découlent. Quant à la Chine, l'expiration, fin 2016 de la période transitoire après son entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), remet en cause son statut dans le droit commercial européen et pousse à un projet de réforme des instruments européens de défense commerciale, toujours en cours de négociation.

Dans ce contexte, la priorité sera d'éviter que les tensions internationales ne dégénèrent en escalade protectionniste, qui serait potentiellement très coûteuse pour l'économie française. Cela nécessite de trouver les réponses adaptées à la politique américaine, qui reste imprévisible pour l'instant. Les relations politiques joueront un rôle clé à cet égard, mais également la capacité des Européens à utiliser de façon cohérente et unie leurs instruments de défense commerciale et le cadre fourni par l'OMC pour le règlement des différends. Au-delà, le défi sera de rebâtir la légitimité politique de la politique commerciale européenne.

Pour ce faire, il faut développer une vision cohérente de ses objectifs, de ses outils et de son agenda. Assurer un contexte propice à la croissance et l'innovation reste un objectif fondamental, mais il est nécessaire de répondre également aux préoccupations qui s'expriment largement, concernant entre autres les conséquences sociales, environnementales et fiscales des échanges commerciaux. Cela pose la question de renouveler les modalités de négociations pour asseoir leur légitimité et de repenser le traitement des aspects non commerciaux (clauses sociales, environnementales, fiscales). La définition d'un cadre permettant une relation commerciale avec la Chine apaisée mais loyale sera également importante. Un autre objectif peut être de garantir l'effectivité de la réciprocité des engagements, par exemple en matière d'accès aux marchés publics.

Enfin, quelques dossiers épineux devront être traités, à commencer par la définition de la relation commerciale avec le Royaume-Uni post-Brexit, la proposition européenne de tribunal international d'investissement, ou l'évolution de notre cadre légal et commercial pour tenir compte du développement de l'économie numérique et de l'importance cruciale des échanges de données. Alors que les positions des États membres en matière de politique commerciale étaient traditionnellement assez stéréotypées, le contexte très chahuté des dernières années a considérablement modifié le paysage. Le prochain quinquennat ne s'annonce pas calme non plus, il ne suffira pas de s'appuyer sur des *a priori* pour trouver les réponses adaptées.



Jean-Luc Mélenchon

« La France insoumise »

- ▶ Instaurer un protectionnisme solidaire pour produire en France
- ▶ Adopter des mesures anti-dumping sur les industries stratégiques
- ▶ Intégrer le respect des règles fondamentales de l'Organisation internationale du travail dans les accords commerciaux
- ▶ Sortir de l'Organisation mondiale du commerce et renforcer la Cnuced (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement)
- ▶ Refuser les régressions du droit européen sur les questions sociales et écologiques
- ▶ Refuser les traités de libre-échange (TTIP, CETA, TISA)
- ▶ Construire une autre politique commerciale basée sur la coopération et inspirée de la charte de La Havane
- ▶ Augmenter les droits de douane pour les pays aux droits sociaux limités
- ▶ Prendre des mesures de rétorsion commerciale contre les paradis fiscaux
- ▶ Imposer le respect des normes sociales et écologiques pour la commercialisation des produits importés en France
- ▶ Favoriser les entreprises de l'économie sociale et solidaire



Benoît Hamon

« Parti socialiste »

- ▶ Présenter un nouveau traité de démocratisation de la gouvernance économique de la zone euro
- ▶ Suspension immédiate du CETA (accord de libre-échange avec le Canada)
- ▶ Empêcher le TTIP et le TISA de voir le jour
- ▶ Création d'un nouveau modèle de coopération internationale respectant les souverainetés démocratiques, le progrès social et environnemental
- ▶ Révision de la directive des travailleurs détachés
- ▶ Harmonisation fiscale dans l'UE
- ▶ Établir des partenariats équitables principalement avec les pays d'Afrique



En Marche!

Emmanuel Macron

« En Marche »

- ▶ Diminuer l'impôt sur les sociétés de 33,5 % à 25 % en fin de quinquennat
- ▶ Garantir stabilité et visibilité aux acteurs économiques en matière fiscale
- ▶ Défendre les intérêts industriels français et européens dans la mondialisation
- ▶ Créer un « procureur commercial européen » pour vérifier le respect des engagements pris par nos partenaires
- ▶ Créer un instrument de contrôle des investissements étrangers en Europe
- ▶ Intégrer aux accords commerciaux de l'UE, un volet de coopération fiscale et des clauses sociales et environnementales contraignantes
- ▶ Défendre le renforcement des instruments anti-dumping
- ▶ Défendre un « Buy European Act »
- ▶ Accompagner et aider les TPE/PME dans leur développement
- ▶ Promouvoir une politique commerciale européenne commune
- ▶ Limiter à un an, la durée autorisée de séjour d'un travailleur détaché de la France
- ▶ Relancer le moteur économique franco-allemand
- ▶ Rendre la politique agricole commune plus protectrice et plus réactive
- ▶ Renforcer les relations commerciales de la France et de l'Europe avec la Chine
- ▶ Resserrer nos liens économiques avec l'Australie et les pays du Pacifique, le Canada et l'Amérique latine



François Fillon

« Les Républicains »

- ▶ Diminuer l'impôt sur les sociétés de 33,5 % à 25 % en fin de quinquennat
- ▶ Défendre l'entreprise : le véritable moteur de la croissance
- ▶ Refuser les accords qui ne seraient pas dans l'intérêt des Européens
- ▶ Attirer financements et talents vers les PME
- ▶ Alléger le poids des normes et des contraintes pesant sur les PME
- ▶ Libérer l'innovation et réindustrialiser la France
- ▶ Conquérir les marchés internationaux
- ▶ Stabiliser notre fiscalité pour donner de la lisibilité aux acteurs économiques
- ▶ Opposer aux lois extraterritoriales américaines la juridiction française et une réponse européenne commune
- ▶ Renégocier la directive sur le détachement des travailleurs
- ▶ Faire de l'Europe le champion mondial de l'innovation et de l'attractivité
- ▶ Faire de Bpifrance l'opérateur national de financement des clients étrangers
- ▶ Rationaliser les dispositifs d'accompagnement des entrepreneurs à l'export
- ▶ Renforcer la coopération économique avec l'Amérique latine et l'Asie
- ▶ Russie : engager des discussions afin de parvenir à la levée des sanctions



Marine Le Pen

« Front National »

- ▶ Privilégier l'économie réelle face à la finance spéculative
- ▶ Mettre en place un plan de ré-industrialisation de la France
- ▶ Retrouver la souveraineté monétaire de la France en revenant au franc
- ▶ Refuser les traités de libre-échange
- ▶ Interdire l'importation et la vente de produits étrangers ne respectant pas les normes imposées aux producteurs français
- ▶ Instaurer un vrai patriotisme économique en se libérant des contraintes européennes
- ▶ Réserver la commande publique aux entreprises françaises si l'écart de prix est raisonnable
- ▶ Supprimer sur notre territoire la directive « détachement des travailleurs » qui y crée une concurrence déloyale inadmissible
- ▶ Mettre en place une taxe additionnelle sur l'embauche de salariés étrangers
- ▶ Contrôler les investissements étrangers qui portent atteinte aux intérêts nationaux
- ▶ Créer un secrétariat d'État dédié aux mutations économiques
- ▶ Transformer la Politique agricole commune (UE) en Politique agricole française
- ▶ Autoriser à nouveau le financement direct du Trésor par la Banque de France.
- ▶ Valoriser la dimension maritime française

Énergie et climat : les enjeux de la transition

Marie-Claire Aoun

L'engagement en faveur du climat a été une priorité du président François Hollande. L'accord historique adopté par 195 pays à Paris en décembre 2015 pour contenir la trajectoire du réchauffement climatique en dessous de deux degrés est un succès indéniable pour la diplomatie française. Pour pouvoir défendre une action globale de lutte contre le changement climatique, la France a voulu donner l'exemple sur son territoire en adoptant une loi ambitieuse de transition énergétique en juillet 2015. Bien qu'elle bénéficie d'un bilan carbone particulièrement favorable par rapport aux pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) grâce à la part prépondérante du nucléaire dans sa production électrique (76 % en 2016), la France a défini une trajectoire pour accélérer la transition vers une économie bas-carbone avec un objectif de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030, et une réduction de sa consommation énergétique de 50 % en 2050 par rapport à 2012. Le pays entend aussi porter la part des énergies renouvelables à 35 % de la consommation finale d'énergie en 2030 et réduire la part du nucléaire à 50 % de la production électrique en 2025. La Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) couvre de nombreux secteurs – bâtiment, transport, gestion des déchets ou encore économie circulaire –, introduit une fiscalité carbone et instaure un nouveau cadre de gouvernance aux niveaux national et local pour conduire et accompagner la transition.

Malgré cet édifice institutionnel complet, Paris doit faire face aujourd'hui à de nombreux défis de mise en œuvre tant l'incertitude est grande sur le coût et le financement de cette transition. La programmation pluriannuelle de l'énergie, principal outil de pilotage, précise les trajectoires de baisse d'ici 2023 de la consommation de charbon, de pétrole et de gaz, ainsi que les objectifs des filières renouvelables productrices d'électricité. Cependant, l'objectif de réduire d'un tiers la contribution du nucléaire en 2025, fruit de l'accord politique conclu entre les partis écologiste et socialiste durant la campagne de 2012, n'a pas pu être clarifié

par le gouvernement actuel. Les décisions de fermeture et de prolongation de l'exploitation au-delà de 40 ans de certains réacteurs devront ainsi être prises après 2018, en fonction de l'évolution de la consommation et des exportations d'électricité, du développement des énergies renouvelables, de la sécurité d'approvisionnement et des décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire. Or, la programmation des fermetures de centrales doit être soigneusement préparée et anticipée, d'autant plus qu'EDF est engagé dans le programme d'investissement « Grand carénage » (4,2 milliards d'euros par an d'ici 2025) pour poursuivre l'exploitation du parc nucléaire en toute sûreté. Ainsi, le principal défi du prochain quinquennat sera de donner de la visibilité sur le long terme à la politique énergétique française pour attirer les financements nécessaires à la réalisation de cette transition qui conjugue efficacité énergétique, déploiement à grande échelle des renouvelables et exploitation sûre du parc nucléaire.

Le prochain président devra aussi se prononcer sur le soutien des entreprises énergétiques françaises à l'étranger, notamment dans le domaine nucléaire, fer de lance de la politique énergétique extérieure depuis plusieurs décennies. Il devra également déterminer sa stratégie d'accompagnement des énergéticiens français dans le développement de nouvelles filières technologiques dans un paysage mondial en mutation, en particulier avec la montée en puissance des entreprises chinoises. Forte de son engagement pour le succès de la COP21, la France a toute sa légitimité pour porter une voie alternative de transition énergétique, fondée sur une complémentarité entre les énergies renouvelables et le nucléaire pour la production électrique. De plus, dans un contexte marqué par des incertitudes géopolitiques et une forte imprévisibilité des prix de l'énergie, l'appui de la diplomatie française aux entreprises pétrolières et gazières sera un facteur clé dans leur rayonnement international.

Face à une dynamique politique européenne essoufflée, peser sur les orientations de la politique énergétique communautaire sera un autre chantier, qui devra composer avec un marché électrique européen dysfonctionnel et une Union de l'énergie fracturée, en quête d'un meilleur équilibre entre les objectifs de sécurité d'approvisionnement, soutenabilité et compétitivité. Outil clé pour le financement de la transition énergétique, la promotion de la tarification du CO₂ sera également essentielle pour favoriser les investissements sobres en carbone.

Enfin, sur la scène internationale, ces dernières années, la France a défendu avec fermeté la cause climatique en lançant avec l'Inde l'Alliance solaire internationale, en plaidant pour l'arrêt des soutiens publics à l'export aux centrales à charbon par les pays de l'OCDE en 2015, ou en soutenant les initiatives de l'Afrique sur les énergies renouvelables et sur

l'accès à l'énergie. Face à une action climatique mondiale fragilisée par l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, l'impulsion politique française sera plus que jamais nécessaire à la mise en œuvre de l'accord de Paris.

Transition énergétique



Jean-Luc Mélenchon
« La France insoumise »



Benoît Hamon
« Parti socialiste »



Emmanuel Macron
« En Marche »



François Fillon
« Les Républicains »



Marine Le Pen
« Front National »

Transition énergétique, investissement et financement, industrie

- ▶ Viser 100 % d'énergies renouvelables en 2050
- ▶ Mettre en œuvre la sortie totale du nucléaire : fermer immédiatement la centrale de Fessenheim et abandonner l'opération du « Grand carénage » visant à prolonger la vie des centrales nucléaires au-delà de 40 ans
- ▶ Abandonner le projet d'EPR (Réacteur pressurisé européen) de Flamanville et ceux d'enfouissement des déchets nucléaires
- ▶ Rendre publiques les données sur l'enfouissement des déchets nucléaires depuis 60 ans et informer sur les dangers sanitaires
- ▶ Soutenir les recherches et innovations sur les énergies les plus propres
- ▶ Renationaliser EDF et Engie (ex-GDF) afin de créer un pôle public de l'énergie

- ▶ Objectif de 50 % d'énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2025 et 100 % en 2050
- ▶ Sortir du nucléaire à l'horizon d'une génération (objectif de 25 ans)
- ▶ Plan d'investissement de 1 000 Mds€ centré sur la transition écologique des zones de l'Europe les plus défavorisées
- ▶ Plan massif d'investissements dans la rénovation énergétique des bâtiments
- ▶ Mettre la finance au service de la transition écologique pour trouver les 60 Mds€ nécessaires
- ▶ Lancement d'un large plan d'efficacité et de sobriété énergétique
- ▶ Lancement d'un plan de 100 Mds€ sur 5 ans pour la rénovation thermique
- ▶ Redonner une vision stratégique à l'État en faisant d'EDF un pilier de la transition énergétique

- ▶ Réduire notre dépendance à l'énergie nucléaire, avec l'objectif de 50 % d'énergie nucléaire à l'horizon 2025
- ▶ Prendre les décisions stratégiques sur le nucléaire une fois que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) aura rendu ses conclusions en 2018 sur la prolongation des centrales au-delà de 40 ans
- ▶ Fermer la centrale de Fessenheim au moment de la mise en service de l'EPR de Flamanville
- ▶ Doubler la capacité en éolien et en solaire photovoltaïque d'ici à 2022, en encourageant l'investissement privé pour mobiliser 30 Mds€
- ▶ Focaliser la recherche sur le stockage de l'énergie et les réseaux électriques intelligents
- ▶ Montée en puissance de la taxe carbone pour atteindre 100 € par tonne de CO₂ en 2030

- ▶ Prolonger la durée d'exploitation des centrales nucléaires de 40 à 60 ans à condition que ce choix soit validé au cas par cas par l'ASN
- ▶ Stopper la fermeture de la centrale de Fessenheim
- ▶ Créer les conditions favorables au développement de filières industrielles françaises des énergies renouvelables
- ▶ Mieux utiliser les ressources naturelles renouvelables qui existent sur notre territoire
- ▶ Accélérer la R&D des techniques de capture et de stockage du carbone
- ▶ Finaliser la restructuration de la filière industrielle nucléaire
- ▶ Gérer EDF comme une entreprise de plein exercice selon la stratégie de l'État actionnaire, sans interférence des ministères au quotidien

- ▶ Moderniser et sécuriser la filière nucléaire française
- ▶ Refuser la fermeture de la centrale de Fessenheim
- ▶ Soutenir une filière française de l'hydrogène afin de réduire notre dépendance au pétrole
- ▶ Décréter un moratoire immédiat sur l'éolien
- ▶ Développer massivement les filières françaises des énergies renouvelables
- ▶ Baisser immédiatement de 5 % les tarifs réglementés du gaz et de l'électricité
- ▶ Engager le « Grand carénage » et garder le contrôle de l'État sur EDF

Énergies fossiles

- ▶ Interdire l'exploitation du gaz et pétrole de schiste et de houille

- ▶ Sortie maîtrisée du diesel à l'horizon 2025 pour les voitures neuves

- ▶ Sortir la France des énergies fossiles : fermer les centrales à charbon restantes en 5 ans et interdire l'exploitation des gaz de schiste

- ▶ Éliminer les énergies fossiles de la production d'électricité
- ▶ Augmenter la part électrique dans les transports et réduire celle du pétrole

- ▶ Interdire l'exploitation du gaz de schiste, tant que des conditions satisfaisantes en matière d'environnement, de sécurité et de santé ne sont pas réunies

Politique européenne

- ▶ Revenir sur la libéralisation du marché de l'électricité et abroger la loi NOME

- ▶ Mettre en œuvre l'Europe de l'énergie
- ▶ Bâtir l'Europe de l'investissement pour financer les infrastructures et les projets favorables sur les énergies renouvelables

- ▶ Créer un marché unique de l'énergie en Europe et fixer un prix plancher du carbone dans les pays de l'Union

- ▶ Mettre en place une véritable politique européenne de l'énergie
- ▶ Améliorer le fonctionnement du marché européen du carbone et assurer un prix plancher du carbone de 30 € la tonne

- ▶ Se défaire des règles européennes de libéralisation du marché de l'électricité

Défense

	 <p>Jean-Luc Mélenchon « La France insoumise »</p>	 <p>Benoît Hamon « Parti socialiste »</p>	 <p>Emmanuel Macron « En Marche »</p>	 <p>François Fillon « Les Républicains »</p>	 <p>Marine Le Pen « Front National »</p>
Budget de la défense		<ul style="list-style-type: none"> ▶ Porter le budget de la défense à au moins 2 % du PIB en 2022 ▶ Préparer une nouvelle Loi de programmation militaire (LPM) dès l'automne 2017 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Porter progressivement le budget de la défense à 50 Mds€ hors pensions en 2025 (2 % du PIB) (hors pensions) 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Porter le budget de la défense à 2 % du PIB à la fin de la prochaine LPM (2023 - 2024 ?) ▶ Préparer une nouvelle LPM à adopter au premier semestre 2018 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Porter le budget de la défense à 2 % du PIB en 2018 et tendre à 3 % en 2022 ▶ Inscrire un plancher de dépense à 2 % du PIB dans la Constitution
Dissuasion nucléaire		<ul style="list-style-type: none"> ▶ Pérenniser les deux composantes de la dissuasion nucléaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Pérenniser les deux composantes de la dissuasion nucléaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Pérenniser les deux composantes de la dissuasion nucléaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Pérenniser les deux composantes de la dissuasion nucléaire
Industrie de défense	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Stopper la privatisation des industries et des missions de défense et renforcer le rôle de l'État ▶ Donner la priorité à l'acquisition de matériel français par les armées 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Porter la R&D à un milliard d'euros par an ▶ Mieux intégrer la contrainte environnementale aux programmes d'armement ▶ Mettre l'accent sur les « technologies de rupture » 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Porter la R&D à un milliard d'euros par an 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Conforter la Base industrielle et technologique de défense française et européenne (BITD) 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Reconstituer la BITD pour garantir l'indépendance stratégique
Effectifs et capacités	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Augmenter le volume des effectifs militaires 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Pérenniser les capacités de projection ▶ Renforcer l'entraînement des armées ▶ Maintenir le volume des effectifs militaires ▶ Renforcer les moyens non militaires en faveur d'une approche globale de la résolution des conflits 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Maintenir la force opérationnelle terrestre à 77 000 hommes ▶ Porter les effectifs de la garde nationale à 80 000 volontaires en 2020 ▶ Renouveler les équipements conventionnels et améliorer leur disponibilité ▶ Renforcer les moyens de renseignement (drone et satellite) ▶ Soutenir le développement des capacités de cyberdéfense 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Maintenir la force opérationnelle terrestre à 77 000 hommes ▶ Renforcer l'entraînement des personnels et le taux de disponibilité des équipements ▶ Se préparer au combat dans l'espace numérique ▶ Renforcer les moyens technologiques du renseignement extérieur et améliorer la coordination des services ▶ Renforcer la surveillance de l'espace maritime français 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Augmenter de 50 000 hommes les effectifs militaires ▶ Moderniser les équipements et augmenter le nombre de plateformes (avions, navires, blindés, etc.)
Opération Sentinelle	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Arrêter progressivement l'opération Sentinelle 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Réévaluer l'opération Sentinelle en fonction de l'évolution de la menace terroriste 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Réduire progressivement l'opération Sentinelle, en fonction de l'évolution de la menace terroriste 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Reconfigurer progressivement l'opération Sentinelle 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Maintenir l'opération Sentinelle tant que nécessaire
Service militaire Réserve Garde nationale	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Créer un service citoyen obligatoire sous forme éventuelle d'un service militaire ▶ Créer une garde nationale placée sous commandement civil 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Améliorer le recrutement, la formation, la gestion et le statut des réservistes 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Créer un service militaire obligatoire et universel d'un mois 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accroître significativement la réserve opérationnelle 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rétablissement progressif d'un service militaire obligatoire d'au moins 3 mois
OTAN et UE	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Quitter l'OTAN ▶ Se désengager de l'Europe de la défense, jugée trop « atlantiste » 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Privilégier l'UE à l'OTAN pour la politique commune de défense ▶ Proposer une « Union de défense » aux principaux partenaires européens et renforcer les coopérations (R&D, logistique, états-majors, etc.) ▶ Sortir le budget de la défense du calcul du déficit 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Développer l'Europe de la défense en créant un conseil de sécurité européen, un Quartier général et en activant les « groupements tactiques » ▶ Soutenir la création d'un Fonds européen d'investissement de défense 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Maintenir une coopération étroite avec le Royaume-Uni et mutualiser le financement des opérations extérieures avec les partenaires européens 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Quitter le commandement militaire intégré de l'OTAN ▶ Ne pas renforcer la défense européenne et privilégier l'autonomie
Divers	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Conditionner toute intervention militaire à un mandat de l'ONU 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Faciliter la reconversion vers la vie civile des militaires en fin de contrat ▶ Améliorer l'aide sociale en faveur des militaires, des anciens combattants et de leurs familles 		<ul style="list-style-type: none"> ▶ Faciliter la reconversion vers la vie civile des militaires en fin de contrat 	

La maîtrise du numérique : condition de l'autonomie stratégique

Julien Nocetti

Les soupçons d'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine *via* l'outil cyber et informationnel, les piratages qui ont visé les sociétés Dyn et Yahoo et, plus globalement, la course aux cyberarmements, traduisent la volatilité d'une politique internationale profondément bouleversée par la dissémination globale des moyens numériques.

Affronter une cyberconflictualité protéiforme

L'autonomie stratégique des États passe plus que jamais par leur degré de maîtrise du numérique. La fréquence et l'ampleur des attaques dont ils sont l'objet s'accroissent. Si la cybermenace se situe aux confins de l'espionnage économique, de la guerre politique et du crime organisé, les risques les plus sérieux proviennent d'États qui n'hésitent pas à mobiliser de larges capacités offensives à des fins de déstabilisation et de destruction, en s'abritant derrière l'incertitude de l'attribution.

Pendant le quinquennat de François Hollande, les autorités françaises sont restées discrètes sur la multiplication et la vigueur des risques cyber. Il a fallu attendre janvier 2017 pour que le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian évoque l'ampleur des cyberattaques subies par les armées et la réalité des menaces pesant sur les infrastructures vitales, énergétiques et de télécommunications en particulier. La sophistication de l'attaque contre TV5 Monde en 2015 avait rappelé l'urgence d'améliorer la résilience de l'environnement numérique.

À ces risques s'ajoute le recours agressif à l'arme informationnelle à des fins stratégiques – qu'amplifie formidablement le numérique. La Russie est particulièrement rompue à l'utilisation de cette arme. Deux types de réponses s'imposeront face aux tentatives d'influence des opinions publiques et des décideurs. D'une part, la mise en place d'une approche

globale, capable d'identifier les liens entre hackers, médias, entreprises et services étatiques, ainsi que les modes opératoires et leur cohérence avec les stratégies d'influence des États. D'autre part, la mise en place d'une architecture de réponse, car les trois organes compétents sur le cyber ne dépendent pas de la même chaîne de commandement.

Peser dans l'élaboration des « règles du jeu »

Cette forme nouvelle de prolifération, qui concerne tant les moyens employés que la transformation de l'espace numérique en théâtre d'affrontement global, requiert l'élaboration de nouvelles règles. Or, face à la pluralité de l'origine des menaces, à la nature mouvante des attaques et au problème de l'imputabilité de celles-ci, réguler les conflits dans le cyberspace s'est jusqu'à présent révélé malaisé. L'impossibilité de connaître avec certitude son adversaire rend délicat tout recours à la légitime défense, tout en complexifiant la notion de dissuasion. Par conséquent, l'escalade devient une initiative très risquée.

En matière de définition des normes dans le cyberspace, la France devrait poursuivre sa défense du multilatéralisme tout en privilégiant le « théâtre » euro-atlantique. En Europe, les dialogues spécifiques avec l'Allemagne et le Royaume-Uni devraient demeurer structurants sur ces problématiques et pourraient s'orienter vers une volonté d'autonomiser le continent en matière de cybersécurité, en particulier avec Berlin. Mais face à l'administration Trump, qui n'a pas encore donné d'indications claires sur l'importance du cyber dans sa politique étrangère, Paris pourrait rencontrer des obstacles dans la continuation de la coopération actuelle.

Gouvernance et maîtrise des données

La confrontation entre la géo-économie et la géopolitique a jusqu'à présent entravé une régulation internationale d'internet autre que technique. Depuis l'affaire Snowden, le positionnement de Paris s'est construit autour d'une critique de l'influence des géants américains du numérique dans les enceintes de négociations. En lien avec des pays comme l'Allemagne, l'Inde et le Brésil, la France pourrait chercher à définir une voie médiane entre les tenants du consensus, alignés sur Washington, et les défenseurs d'une ligne westphalienne qui revendiquent la prééminence des États sur les autres acteurs (industriels, société civile) et la notion de coopération

intergouvernementale pour débattre de la gouvernance d'internet (Chine, Russie, etc.).

Des sujets sensibles comme la localisation des données, la fiscalité numérique et le respect de la concurrence ont été abordés par plusieurs candidats. Sans aller jusqu'à nommer un ambassadeur auprès des « GAFA » – Google, Apple, Facebook et Amazon – comme l'a fait le Danemark, Paris pourrait muscler son discours au nom de la maîtrise des données. Le *Privacy Shield*, accord réglementant la protection des données personnelles transférées depuis l'Union européenne vers les États-Unis, sera défendu en cas de dénonciation hypothétique par Washington.

Enfin, Paris devra se saisir de la « quatrième révolution technologique » en évitant de rester captive des effets d'annonce de la « French Tech ». L'environnement international sera en effet davantage bouleversé par la convergence prochaine de l'économie des données, de la robotique, de la connectivité des objets et de l'intelligence artificielle. L'enjeu principal réside alors dans les conditions de développement d'un écosystème indispensable à la modernisation économique du pays, et donc à son positionnement international.

Cybersécurité et numérique



Jean-Luc Mélenchon

« La France insoumise »

- ▶ Reconquérir la maîtrise publique des technologies liées au numérique
- ▶ Garantir la neutralité du net et lutter contre le profilage en ligne
- ▶ Systématiser la publication en open data des données publiques
- ▶ S'opposer aux logiques de privatisation des services liés au numérique
- ▶ Protéger les données personnelles contre leur utilisation mercantile



Benoît Hamon

« Parti socialiste »

- ▶ Renforcer les compétences et les moyens de l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- ▶ Préparer une nouvelle génération d'ingénieurs spécialisés dans l'analyse et la prévention des cyberattaques
- ▶ Produire de manière autonome des technologies de sécurité des systèmes d'informations de l'État
- ▶ Sécuriser nos réseaux de communication électronique
- ▶ Lutter contre l'optimisation fiscale, semblable à celle pratiquée par les GAFA (Google, Amazon, Facebook et Apple)
- ▶ Adapter en conséquence contre les GAFA, notre fiscalité et nos règles constitutionnelles



En Marche!

Emmanuel Macron

« En Marche »

- ▶ Renforcer la priorité en matière de cyberdéfense et de cybersécurité
- ▶ Renforcer les capacités informatiques du cyber-renseignement
- ▶ Renégocier avec les États-Unis le *Privacy Shield* afin de garantir la préservation des données personnelles des Européens
- ▶ Rendre transparent l'usage des données privées par les acteurs du numérique
- ▶ Agir pour un marché unique du numérique en Europe
- ▶ Accompagner la croissance des start-up européennes du numérique
- ▶ Proposer la mise en place d'une Agence européenne pour la confiance numérique
- ▶ Se battre, au niveau européen, pour une taxe sur le chiffre d'affaires réalisé dans nos pays pour des prestations de service électronique



François Fillon

« Les Républicains »

- ▶ Accélérer la transformation numérique de l'État au service des citoyens et des entreprises
- ▶ Consacrer des ressources humaines et technologiques suffisantes pour préparer la France au combat dans l'espace numérique
- ▶ Construire une véritable souveraineté numérique européenne
- ▶ Porter, avec l'Allemagne, l'ambition de plateformes numériques industrielles et sectorielles européennes
- ▶ Faire de l'Europe le pôle d'innovation dans le domaine de l'intelligence artificielle et de la *blockchain*
- ▶ Assurer la cybersécurité des citoyens, des entreprises et des institutions
- ▶ Imposer et défendre nos valeurs et nos lois en matière de libertés publiques et de gestion des données personnelles
- ▶ Limiter les effets de l'optimisation fiscale des géants du numérique et négocier un agenda européen de l'harmonisation fiscale



Marine Le Pen

« Front National »

- ▶ Créer une charte à valeur constitutionnelle qui inclura la protection des données personnelles des Français
- ▶ Obligation de stockage de ces données sur des serveurs localisés en France
- ▶ Garantir les libertés numériques par leur inscription dans les libertés fondamentales protégées par la Constitution

La reformulation du défi migratoire

Christophe Bertossi et Matthieu Tardis

Depuis la fin des années 1980, les thèmes de l'immigration et du contrôle des frontières occupent une place centrale dans les discours électoraux en France. Objets d'une très forte politisation, ces thèmes ont connu de nombreuses déclinaisons au fil des années, des débats sur la nationalité à ceux concernant les régularisations, l'immigration « choisie » et l'immigration « subie », jusqu'aux polémiques plus récentes sur les Roms.

Depuis l'été 2015, le défi migratoire se pose dans le cadre d'une crise qui a mis sous tension la cohésion de l'Union européenne (UE) en raison d'une absence de consensus et de solidarité entre États membres concernant l'accueil des populations arrivées par la Grèce et l'Italie.

Un nouveau discours

Ce contexte explique pourquoi le débat s'est organisé autour d'une nouvelle catégorie : celle du réfugié. Cela a éclipsé des problématiques plus anciennes comme l'articulation entre immigration familiale et professionnelle, ou la régularisation des sans-papiers.

C'est également dans cette nouvelle perspective que la question des migrants de Calais a été posée, alors que le gouvernement démantelait la « jungle » en 2016. Les populations qui s'y trouvaient ont longtemps été décrites à partir de la problématique de l'immigration irrégulière et de transit vers la Grande-Bretagne. Reformulée autour de la question de l'asile, l'approche publique a fini par reconnaître qu'une partie importante de ces mêmes populations relevait, en fait, de la protection internationale due aux réfugiés.

Pour autant, en se focalisant sur la figure du réfugié, le débat s'est également structuré à partir d'une opposition, avant tout discursive, entre « faux » et « vrais » réfugiés. Or cette opposition n'est pas opérationnelle dans la pratique car elle ne rend pas compte de la complexité des situations sur le terrain.

L'enjeu européen

C'est sur cette reformulation du défi migratoire que se joue en partie l'avenir de l'UE. Si les tensions entre les États membres résultent d'une absence d'anticipation de la situation en Syrie et dans des pays comme le Liban, la Jordanie ou la Turquie, elles illustrent surtout des approches irréconciliables entre Européens. Pour de nombreux gouvernements, dont Viktor Orban est un porte-parole emblématique, les populations entrées en Europe depuis 2015 se composent avant tout de migrants économiques et constitueraient une menace pour la cohésion et la sécurité des nations européennes. L'un des plus grands défis ici sera de dépasser ces clivages. Trois grands chantiers s'imposent alors.

Faire émerger une nouvelle vision de long terme, globale et cohérente

Les négociations qui s'ouvrent sur la réforme du régime d'asile européen commun constitueraient une opportunité. Cela ne semble toutefois pas être le chemin pris par les propositions qui ont été faites. Le seul espace de consensus est, à plus court terme, l'externalisation du contrôle des frontières de l'UE. On s'aperçoit pourtant de l'ambiguïté que recèlent de tels accords avec des pays tiers, comme la Turquie, et la façon dont cela peut peser dans les relations extérieures de l'UE. Ces accords de « partenariat » n'ont d'ailleurs jamais prouvé leur efficacité sur le long terme pour résoudre la problématique migratoire d'une façon capable d'englober les nombreuses dimensions que sont la souveraineté, le contrôle des frontières, le respect des droits, les obligations de protection internationale et le développement économique. Il est donc urgent de faire émerger une vision plus cohérente sur le long terme.

Se préparer à un éventuel nouvel afflux, comparable à celui de 2015






Depuis septembre 2015, l'UE s'attelle à répondre à l'urgence humanitaire sur son territoire et à poser les bases d'un nouveau régime d'asile européen commun. Or, les mesures et les mécanismes visant à améliorer les politiques d'asile sont connus depuis longtemps. Ils ont été formulés par le Conseil européen de Tampere de 1999, articulant harmonisation des systèmes nationaux, solidarité européenne et élargissement des voies d'entrée légale en Europe. Le problème est celui de l'adhésion politique des États à ces dispositifs. Les préoccupations nationales prennent le dessus et créent des tensions, y compris entre l'Allemagne et la France dont les

divergences d'analyse restent marquées sur le sujet. À ce niveau, il faudra prendre la mesure du problème qui concerne la panne du processus européen lui-même, dont la question des réfugiés ne constitue qu'un alibi.

Dépasser l'hypothèque identitaire

En raison de son histoire et des valeurs dont elle se réclame, la France dispose d'une position privilégiée pour conduire cet agenda. La conjoncture immédiate peut également y aider. La France n'a pas été affectée par l'augmentation du nombre de réfugiés dans les mêmes proportions que d'autres pays. Pourtant, les déclinaisons identitaires du sujet migratoire sont un frein puissant à tout progrès sur le sujet. La campagne de 2017 et les nombreuses incertitudes qui pèsent sur elle sont un vecteur de politisation du débat sur l'immigration, comme l'ont montré les primaires de la droite et du centre, et celles du Parti socialiste. Mais c'est bien le Front national qui donne le *la* sur ces questions depuis le milieu des années 1980. La nouveauté concerne ici sans doute l'écho que ces approches très identitaires du défi migratoire trouvent à l'étranger, de la Grande-Bretagne du Brexit aux Pays-Bas où Geert Wilders a dominé la campagne grâce à ce thème sans pour autant remporter le scrutin, jusqu'à l'élection de Donald Trump aux États-Unis.

Le défi migratoire

	 <p>Jean-Luc Mélenchon « La France insoumise »</p>	 <p>Benoît Hamon « Parti socialiste »</p>	 <p>Emmanuel Macron « En Marche »</p>	 <p>François Fillon « Les Républicains »</p>	 <p>Marine Le Pen « Front National »</p>
Immigration	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Régulariser les travailleurs sans papiers ▶ Respecter la dignité humaine des migrants, leur droit fondamental à une vie de famille et accompagner les mineurs isolés ▶ En finir avec le placement en centre de rétention d'enfants, même accompagnés de leurs parents 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accueillir 25 % d'étudiants internationaux supplémentaires, soutenir l'asile scientifique et universitaire en France pour les chercheurs et étudiants en danger ▶ Expérimenter de nouvelles formes de circulation permettant une fluidification des allers-retours pour les migrations de travail ▶ Proposer un visa francophone pour les étudiants, les chercheurs, les chefs d'entreprise et les artistes 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les visas talents et développer les visas de circulation pour les professionnels ▶ Simplifier les modalités d'accès au travail pour les étudiants étrangers titulaires d'un master 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Inscrire dans la Constitution le principe de quotas en fonction des capacités d'accueil de la France et des capacités d'intégration des demandeurs ▶ Durcir les exigences du regroupement familial ▶ Renégocier les directives européennes et ré-adhérer avec réserves à la Convention européenne des droits de l'homme ▶ Supprimer l'aide médicale d'État (sauf mineurs, urgences, maladies infectieuses) ▶ Abroger la circulaire Valls sur les admissions exceptionnelles au séjour 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Réduire l'immigration légale à un solde annuel de 10 000 personnes ▶ Empêcher la régularisation et la naturalisation des étrangers en situation illégale ▶ Simplifier et automatiser leur expulsion ▶ Mettre fin à l'automatisme du regroupement et du rapprochement familial
Asile	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Construire des centres d'accueil aux normes internationales et des centres d'accueil des demandeurs d'asile pour les héberger le temps de l'analyse de leur demande ▶ Réaffirmer et faire vivre le droit d'asile sur le territoire de la République, accueillir les réfugiés qui en relèvent, grâce à une administration adaptée à cette mission 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Instaurer un visa humanitaire pour l'accueil des réfugiés ▶ Réviser le règlement Dublin sur les valeurs d'accueil et de solidarité entre les États membres de l'Union européenne 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ La procédure d'asile (Ofpra+recours) ne pourra pas excéder 6 mois ▶ Décentraliser dans les centres d'accueil, l'Ofpra et la Cour nationale du droit d'asile 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Traiter les demandes d'asile en 4 mois (Ofpra+recours) ▶ Placer en rétention les demandeurs d'asile présentant un risque de fuite ▶ Faire de l'éloignement des déboutés une priorité et porter la durée de la rétention, y compris des familles, à 6 mois ▶ Réformer en profondeur le contentieux des étrangers 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ N'accorder le droit d'asile qu'à la suite de demandes déposées dans les ambassades et consulats français des pays d'origine ou limitrophes
Intégration, nationalité	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Reconnaître le droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers en situation régulière ▶ Faciliter l'accès à la nationalité française pour les personnes étrangères présentes légalement sur le territoire ▶ Faciliter la carte de séjour de 10 ans comme titre de séjour de référence ▶ Développer les structures d'alphabétisation et les cours de français pour les personnes non francophones 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Soumettre au référendum l'extension du droit de vote aux étrangers non communautaires pour les élections locales, qui existe déjà pour les ressortissants européens 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Proposer une formation linguistique suffisante (niveau B1) pour conditionner l'accès à la carte de résident ▶ Insister sur les valeurs de la République, la connaissance des services publics et du monde du travail ▶ Mettre en place des programmes locaux d'intégration et des actions complémentaires des communes 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Abroger les récentes réformes législatives élargissant l'accès quasi-automatique à la nationalité française ▶ Réserver la nationalité française aux étrangers clairement assimilés ▶ Conditionner le versement des prestations d'allocations familiales ou d'aide au logement à deux années de séjour régulier ▶ Augmenter les frais de dossier, les taxes de titres de séjour et les frais d'octroi de la nationalité française 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Mettre fin à l'acquisition automatique de la nationalité française par mariage ▶ Supprimer le droit du sol et la double nationalité extra-européenne
Frontières, Europe et international	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Gérer les migrations à l'échelle internationale (organisation mondiale des migrations et conférence internationale annuelle sous l'égide de l'ONU) ▶ Éviter aux migrants de devoir fuir leurs pays (guerres, accords commerciaux inégaux et dérèglement climatique) ▶ Renforcer les moyens civils de sauvetage en Méditerranée ▶ Refonder la politique européenne de contrôle des frontières extérieures ▶ Refuser l'accord « visa + adhésion contre migrants » avec la Turquie 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Œuvrer en faveur de l'accompagnement des migrations intrarégionales dans les régions fragiles ou à forte mobilité 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer le corps de police des frontières européen (5 000 hommes) ▶ Développer des accords avec les pays de départ et de transit des migrants ▶ Aider ces pays au développement, à l'installation de points de contrôle, à la lutte contre les passeurs et au retour des migrants non autorisés à entrer dans l'UE 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Refonder le traité de Schengen et renforcer les contrôles ciblés aux frontières 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rétablir les frontières nationales et sortir de l'espace Schengen ▶ Recruter 6 000 agents des douanes durant le quinquennat

Les relations franco-américaines au cœur des relations transatlantiques

Laurence Nardon

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis inaugure une période d'incertitude dans les relations franco-américaines. Comme un symbole, l'ambassadrice Jane Hartley, nommée par Barack Obama, est repartie dès le 19 janvier 2017, laissant l'ambassade des États-Unis à Paris sans chef jusqu'à nouvel ordre.

Le nouveau président ne semble pas montrer d'intérêt particulier pour notre pays : il n'y a aucune entité en France parmi les filiales et le capital immobilier de la Trump Organization ; et le premier grand patron français rencontré par le président a été Bernard Arnault, PDG de LVMH, le 9 janvier dernier. Si Donald Trump a mentionné notre pays, c'est pour souligner les erreurs qui ont selon lui conduit aux attentats de 2015 et 2016, notamment un port d'arme strictement limité qui empêche les citoyens de se défendre, et une immigration musulmane massive, naturellement suspecte d'être acquise au terrorisme islamiste...

Paris s'est toujours présenté comme un allié non aligné de Washington. François Hollande n'a pas dérogé à cette règle en critiquant l'attitude de « repli sur soi » de la nouvelle administration. Cette position va-t-elle évoluer dans les cinq prochaines années ? Paris aura-t-il une carte à jouer face à l'attitude négative de la nouvelle administration vis-à-vis de l'Europe ?

Les enjeux

Les enjeux proprement bilatéraux semblent s'effacer derrière les enjeux euro-américains. Les importantes coopérations franco-américaines en matière de renseignement ainsi que les contacts militaires au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et de la coalition internationale en Syrie/Irak seront relativement peu affectés par les changements de dirigeants.

En revanche, les enjeux euro-américains ont été perturbés par les propos de Donald Trump. Ce dernier a en effet remis en cause le rôle de l'OTAN, et son conseiller Steve Bannon semble déterminé à œuvrer pour un affaiblissement de l'Union européenne (UE). Les déclarations à Bruxelles du vice-président Mike Pence (le 20 février, sur l'UE) et du secrétaire à la Défense James Mattis (le 15 février, sur l'OTAN) ont cependant montré un revirement et rassuré les Européens – mais jusqu'à quand ?

L'administration Trump reste enfin opposée à l'adoption de nouveaux accords de libre-échange. Les négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), entre l'UE et les États-Unis, n'ont aucune chance de progresser sous son mandat. Il y a également lieu d'être inquiet des actions que les cours américaines ont engagées à l'encontre des entreprises et banques françaises (ou autre) commerçant en dollar avec des pays contre lesquels des sanctions sont appliquées par le Congrès américain, comme l'Iran ou la Russie. L'extraterritorialité du droit américain pourrait constituer un dossier prioritaire. Seule une approche européenne serait susceptible d'instaurer un rapport de force permettant de défendre les positions françaises.

Les options de la nouvelle présidence française

Le prochain président français devra bien sûr tenter d'établir des relations décentes avec l'administration Trump. Pour cela, une attitude ferme sur l'ensemble des dossiers semble l'option la plus efficace. Comme l'a dit Hillary Clinton dans un de ses clips de campagne, les personnalités dominantes ne comprennent que le langage de la force et interprètent tout autre langage comme un signe de faiblesse. Inutile donc de se précipiter à Washington pour faire allégeance, comme l'a fait Theresa May, Premier ministre britannique, dès le 28 janvier.

La mise en retrait – temporaire ? – des États-Unis de la scène internationale fournit à la France une occasion de renforcer son image et son rôle dans le monde. Alors même que les États-Unis et le Royaume-Uni, par leur vote récent, tournent le dos aux valeurs d'ouverture qui caractérisent le projet de l'Occident depuis 1945, la France pourrait représenter un pôle de raison et de valeurs dans le monde. Elle dispose pour cela d'un outil puissant et concret : son siège permanent au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Le retrait anglo-saxon permet aussi à l'Europe de se voir comme un continent autonome. S'il est difficile dans un contexte fortement eurosceptique d'avoir une ambition pour l'UE, la France pourrait travailler avec l'Allemagne à créer une nouvelle dynamique en définissant des politiques à mettre en place dans des domaines sectoriels bien précis (énergie, environnement, défense, numérique).

Rappelons enfin que les trois derniers présidents américains (Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama) ont ignoré l'Europe pendant leur premier mandat, avant de reprendre le chemin transatlantique durant leur second mandat. Ils ont fini par se rendre compte que leurs véritables alliés étaient en Europe. Donald Trump pourrait suivre le même parcours – raison de plus pour que le prochain locataire de l'Élysée s'efforce de gagner d'emblée le respect de son homologue américain.

États-Unis



Jean-Luc Mélenchon

« La France insoumise »

▶ Refuser le TTIP

▶ Sortir de l'OTAN qui ne sert qu'à embrigader les pays européens derrière les États-Unis

▶ Soutenir le projet chinois d'une monnaie commune mondiale pour libérer l'économie mondiale de la domination du dollar



Benoît Hamon

« Parti socialiste »

▶ Refuser le TTIP



En Marche !

Emmanuel Macron

« En Marche »

▶ La proximité de la France avec les États-Unis est une chance

▶ Inciter les États-Unis à demeurer dans l'accord de Paris

▶ Création d'un Quartier général européen de la défense, en lien avec les centres de commandement nationaux et de l'OTAN

▶ Renégocier avec les États-Unis le *Privacy Shield*, dans le cadre de la protection des données



François Fillon

« Les Républicains »

▶ Refuser le TTIP

▶ La France sera un allié loyal et indépendant des États-Unis

▶ Juger la nouvelle administration américaine sur ses décisions et établir un dialogue exigeant avec elle



Marine Le Pen

« Front National »

▶ Refuser le TTIP

▶ Quitter le commandement militaire intégré de l'OTAN pour que la France ne soit pas entraînée dans des guerres qui ne sont pas les siennes

Les relations franco-russes : privilégier le bilatéral ou les alliances ?

Tatiana Kastouéva-Jean

La question russe est redevenue centrale depuis l'annexion de la Crimée en 2014. Elle s'inscrit désormais dans le débat électoral français, après avoir parasité les élections américaines. Le prochain président héritera de relations franco-russes passablement dégradées par les sanctions liées à l'annexion de la Crimée et à la déstabilisation de l'Est ukrainien, l'annulation de la vente des *Mistral* ou celle de la visite de Vladimir Poutine à Paris en octobre 2016, et les oppositions franco-russes au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur le dossier syrien.

De nombreux mécanismes bilatéraux sont en sommeil ou fonctionnent irrégulièrement : ainsi, le Conseil économique, financier, industriel et commercial franco-russe (CEFIC) a repris en janvier 2016, après deux ans d'interruption. Le débat sur la politique à mener à l'égard de la Russie s'est fortement polarisé : les détracteurs du Kremlin exigent une intransigeance à l'encontre d'un pays ayant violé le droit international, alors que ses partisans font voter au Parlement des résolutions symboliques en faveur de l'assouplissement des sanctions. Ces groupes se mobiliseront avec une nouvelle vigueur après les élections pour tenter d'infléchir la politique russe de la France.

S'agissant des échanges économiques bilatéraux, le commerce franco-russe s'est contracté de 35 % entre 2014 et 2015, en raison principalement de la baisse des prix du pétrole, de la chute du cours du rouble, et du pouvoir d'achat de la population russe. Cependant, la France reste le deuxième investisseur étranger en termes de stocks, derrière l'Allemagne, et aucun groupe français ne semble avoir quitté la Russie en dépit des sanctions. Incités par les gouvernements successifs depuis le début des années 2000 à s'implanter en Russie, les milieux économiques français se sentent pris en otage par des décisions politiques et conduisent un lobbying pour la levée des sanctions.

En réalité, les enjeux des relations franco-russes dépassent le cadre bilatéral : ils touchent directement à plusieurs dossiers clés pour Paris, à savoir la sécurité européenne, la situation en Syrie et en Irak, et l'équilibre de ses alliances avec l'Union européenne (UE), l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou encore le couple franco-allemand.

Sur le plan politique, le dossier central restera le règlement de la crise en Ukraine et l'avenir des accords de Minsk. Sans en être l'architecte et sans avoir un engagement personnel fort, comme c'était le cas de François Hollande, le prochain président français pourrait ne pas considérer ces accords comme intangibles. Une modulation, notamment de l'ordre du calendrier, pourrait alors être envisageable pour faciliter leur mise en œuvre, notamment pour Kiev. L'avenir des accords de Minsk sera un test autant pour la solidité franco-allemande et sa capacité de gestion des crises en Europe que des véritables intentions de l'administration Trump en matière de sécurité européenne.

La crise en Syrie restera le dossier le plus sensible sur lequel Paris et Moscou se sont directement affrontés au Conseil de sécurité. Fin février, Moscou posait pour la septième fois son veto à une résolution occidentale sur la Syrie à l'ONU – plusieurs de ces résolutions étaient des initiatives françaises. La future présidence devra répondre à deux questions sur ce dossier. La première concerne l'attitude à adopter à l'égard du processus de négociation d'Astana porté par la Russie, l'Iran et la Turquie. La seconde porte sur la nature des liens à entretenir avec la Russie en matière de contre-terrorisme.

Pour Paris, le choix se situe désormais entre le maintien de la ligne actuelle, qui combine fermeté et dialogue, et un éventuel rapprochement avec Moscou, qui impliquerait un assouplissement, voire une levée des sanctions à son encontre. Cependant, si les relations économiques se construisent en partie dans un cadre bilatéral, tel n'est pas le cas des relations stratégiques. Depuis plusieurs décennies, la France a ancré sa politique étrangère à l'OTAN, au tandem franco-allemand et à l'UE. La vraie question pour la France a trait au cadre prioritaire de son action extérieure : doit-elle privilégier le bilatéral franco-russe au détriment de ses alliances ?

Cette alternative semble provisoirement écarter un renouveau des échanges dans un cadre paneuropéen repensé, qui pourrait pourtant être l'objet d'une initiative française. C'est que la France, à l'instar de ses partenaires européens, est, pour l'heure, face à une double incertitude stratégique, celle de la Russie de Vladimir Poutine et celle des États-Unis de Donald Trump. Dans le contexte actuel, se rapprocher de la Russie au détriment des alliances impliquerait que le prochain président ait un goût

du risque à la hauteur de celui de Vladimir Poutine. Un tel changement de pied aurait pour conséquence immédiate l'affaiblissement, voire la décomposition, du camp occidental, et marquerait en ce sens une vraie rupture avec l'héritage du général de Gaulle.

Russie



Jean-Luc Mélenchon

« La France insoumise »

- ▶ Organiser une conférence de sécurité de l'Atlantique à l'Oural
- ▶ Rediscuter de toutes les frontières issues de l'ancienne Union soviétique, notamment entre la Russie et l'Ukraine
- ▶ Bâtir une nouvelle alliance altermondialiste avec les BRICS et adhérer à leur banque de développement



Benoît Hamon

« Parti socialiste »

- ▶ L'annexion de la Crimée par la Russie n'est pas acceptable
- ▶ Traiter avec fermeté « l'impérialisme agressif » de la Russie
- ▶ En annexant la Crimée et en soutenant activement les mouvements séparatistes ukrainiens, la Russie viole l'ensemble des traités



En Marche!

Emmanuel Macron

« En Marche »

- ▶ Initier un dialogue « indépendant », « constant » et « souverain » avec la Russie « dans un cadre européen »
- ▶ « Normaliser les relations » et « organiser une désescalade des sanctions »
- ▶ La Russie est le partenaire avec lequel nous devons discuter sur le sujet syrien
- ▶ Ce dialogue « ne renonce en rien à notre attachement aux droits de l'homme »
- ▶ Ne pas abandonner le dialogue OTAN-Russie



François Fillon

« Les Républicains »

- ▶ Rétablir le dialogue et des relations de confiance avec la Russie qui doit redevenir un grand partenaire
- ▶ Engager, avec nos partenaires européens et dans le respect des accords de Minsk, des discussions afin de parvenir à la levée des sanctions contre la Russie
- ▶ Organiser une conférence sur les nouvelles conditions de sécurité en Europe
- ▶ Lutte contre l'État islamique : « Nous avons laissé la liberté d'action à la Russie et à l'Iran, alors que nous aurions pu mener cette lutte avec ces nations. »



Marine Le Pen

« Front National »

- ▶ L'annexion de la Crimée par la Russie n'est pas illégale, il faut la reconnaître comme une partie de la Fédération de Russie
- ▶ Normaliser les relations entre la France et la Russie, y compris par la levée des sanctions « injustes et inefficaces »
- ▶ La Russie est un « allié objectif » contre le fondamentalisme islamique

La France au Moyen-Orient : l'engagement par obligation ?

Dorothee Schmid

Le Moyen-Orient figure par obligation dans les programmes : l'engagement militaire français en Syrie et en Irak, la menace terroriste, et la montée des tensions en France sur fond de communautarisation – ethnique et religieuse – réelle ou fantasmée, préoccupent l'opinion. François Hollande a dû gérer sans réelle préparation ces trois défis pressants, et les électeurs attendent du prochain président qu'il y donne une réponse cohérente.

Or, la planification stratégique française ne s'est jamais appuyée sur des éléments aussi peu solides : la région est entrée dans une ère de bouleversements majeurs, qui a pris notre diplomatie par surprise. La France est désormais en retrait dans la région. Après le 11 septembre 2001, Paris n'a pas eu d'autre option que de se déterminer en fonction des choix de l'administration américaine : découplage sur l'Irak en 2003, où Paris (avec Berlin et Moscou) refuse la logique de remodelage à grande échelle des néoconservateurs, puis réalignement progressif, les dossiers irakien et afghan devenant un fardeau partagé.

L'année 2011 marque un tournant : d'abord circonspecte face aux printemps arabes, la France lance ensuite, pour rattraper l'Histoire, une opération militaire en Libye visant – sans le dire – l'objectif du *regime change*. Elle se cale ensuite sur la désillusion des analystes (incertitudes sur la Tunisie), actant le retour de pouvoirs forts (soutien au président Sissi en Égypte), appuyant des régimes potentiellement fragilisés (du flirt sarkozien avec le Qatar au renouveau de l'amitié saoudienne sous François Hollande), observant, impuissante, la dérive de conflits anciens (Israël/Palestine) et le déclenchement de nouvelles guerres (Yémen, Syrie). L'interminable transition algérienne et des tensions bilatérales inédites avec le Maroc achèvent de geler la zone d'influence française au Maghreb. Sur cette toile de fond plutôt sombre, seule la détente avec l'Iran semble avoir permis d'ouvrir tardivement une perspective.

Mais le retour de l'Iran symbolise aussi la révision de la hiérarchie des puissances. Les difficultés françaises à imposer un point de vue, ou simplement se rendre utile, dans la région, reflètent la complexité des

enjeux, à laquelle répond une compétition croissante des acteurs. Le premier défi est celui de l'érosion de la légitimité des États, qu'ils soient faillis, contestés ou de nouveaux impitoyablement verrouillés. L'irruption tardive des sociétés civiles, la consolidation de groupes armés transnationaux (Hezbollah, Daech, Kurdes séparatistes en Turquie et en Syrie) qui remettent en cause les frontières Sykes-Picot, rendent hasardeux tout pari d'équilibre à moyen terme. L'évolution des fondamentaux économiques (chute des prix des hydrocarbures, destructions engendrées par les conflits, coût des réfugiés) réduit les ambitions de la diplomatie économique française. Les flux migratoires sans précédent appellent une réponse européenne concertée que contrarient les dynamiques politiques internes – montée des sentiments anti-immigrés, interrogations sur la laïcité à la française et l'image qu'elle véhicule auprès des sociétés musulmanes.

Par ailleurs, les hésitations américaines déboussolent les Français. Ils assistent avec surprise à la montée de la diplomatie allemande dans ce qu'ils considéraient jusqu'à présent comme leur pré carré – Berlin, qui a refusé l'opération militaire en Libye, se révèle aussi plus habile à prendre le pouls des sociétés arabes, grâce notamment au travail de terrain de ses fondations politiques. Les réflexes hérités de la grande « politique arabe de la France » entreprise par le général de Gaulle et personnalisée par ses successeurs alourdissent la posture française. Dans l'imaginaire diplomatique français, l'Histoire impose à notre pays une forme de responsabilité en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, tout en lui garantissant des avantages acquis. La digestion dialectique du passé colonial est toujours inachevée, entraînant de constantes hésitations entre désir de puissance et proclamation de solidarité avec nos amis arabes – mais aussi israéliens et turcs, dans une tentative de synthèse méditerranéenne (l'Union pour la Méditerranée de Sarkozy), ou iraniens (où s'achève notre voyage en Orient pluriséculaire).

La France se croit donc toujours attendue dans la région, mais elle a du mal à y retrouver sa place. La Syrie fait figure de cas d'école, de la fermeture précoce de notre ambassade à Damas aux déclarations enflammées de la diplomatie française contre Bachar Al-Assad, pour aboutir au retournement de programme des candidats à la présidentielle, qui soutiennent tous – à l'exception du candidat socialiste – la reprise du dialogue avec le président syrien, désormais porté à bout de bras par la Russie. Entre guerre contre Daech, impossible paix en Syrie et en Irak, et dégradation de la situation libyenne, l'essentiel du débat porte désormais sur la place de l'outil militaire dans notre vision régionale. L'enjeu économique des grands contrats d'armement contribue à sanctuariser la

discussion. Pourtant, la question des appuis et des alliances sera primordiale : sur qui miser aujourd'hui parmi les leaders arabes, et sur quelle coalition, occidentale ou élargie à la Russie, compter pour mener des combats efficaces ? D'autant que l'effet de nuisance interne de nos options de politique étrangère est aujourd'hui élevé.

Les prochains choix diplomatiques français devront tenir compte de la sensibilité d'une opinion polarisée par la question du terrorisme et le débat sur les réfugiés ; l'examen de conscience français commence à peine, et débouchera probablement sur un redimensionnement de nos ambitions extérieures.



Jean-Luc Mélenchon

« La France insoumise »

- ▶ Mettre en place une coalition universelle sous mandat de l'ONU pour éradiquer Daech et rétablir la paix et la stabilité en Syrie
- ▶ Garantir l'intégrité de l'État syrien et de ses frontières
- ▶ Organiser des élections libres et pluralistes en Syrie, sous l'égide de l'ONU et sans ingérence étrangère
- ▶ Organiser à Paris une conférence internationale pour la reconstruction de la Syrie et le retour des réfugiés
- ▶ Sortir des alliances hypocrites avec les pétromonarchies du Golfe
- ▶ Agir pour une paix juste et durable entre Israël et la Palestine
- ▶ Reconnaître l'État palestinien
- ▶ Appuyer la solution à deux États coexistant pacifiquement par l'application pleine et entière des résolutions de l'ONU
- ▶ Refuser l'accord « visa + adhésion contre migrants » avec la Turquie
- ▶ Créer une chaîne de télévision méditerranéenne émettant en plusieurs langues et diffusée sur les deux rives
- ▶ Organiser un réseau méditerranéen de l'enseignement professionnel
- ▶ Renforcer les moyens civils de sauvetage en mer Méditerranée



Benoît Hamon

« Parti socialiste »

- ▶ Défendre une autre vision de la Syrie
- ▶ Reconnaître l'État palestinien aux côtés de l'État d'Israël
- ▶ Favoriser la coexistence de ces deux États vivant en paix et en sécurité
- ▶ Accompagner le développement des pays de la Méditerranée
- ▶ Instauration d'un visa humanitaire pour l'accueil des réfugiés



En Marche !

Emmanuel Macron

« En Marche »

- ▶ Accompagner la résolution de la crise syrienne
- ▶ Tenir nos engagements européens pour accueillir ceux qui fuient la guerre en Syrie
- ▶ Dialogue constant mais exigeant avec les pays du Golfe
- ▶ L'État palestinien est légitime
- ▶ Rechercher les conditions d'une paix juste et durable entre Israël et la Palestine
- ▶ Ne pas fermer la porte à la Turquie
- ▶ Le Maghreb fait partie de nos partenaires privilégiés
- ▶ L'Europe doit se donner les moyens collectifs de stabiliser la Libye et de juguler les trafics d'êtres humains qui provoquent des drames insupportables en Méditerranée
- ▶ Poursuivre l'ouverture vers l'Iran
- ▶ Rester engagé au Liban



François Fillon

« Les Républicains »

- ▶ La France doit reprendre sa place dans la crise syrienne
- ▶ Développer des contacts avec les acteurs de la région qui luttent contre la menace terroriste
- ▶ Dialogue franc avec l'Arabie Saoudite et le Qatar sur l'appui au fondamentalisme islamique
- ▶ La Turquie n'a pas sa place dans l'UE, la France doit imaginer un nouveau partenariat avec ce pays
- ▶ Renforcer les liens si particuliers qui nous unissent avec le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, Israël, l'Égypte et le Liban
- ▶ Préserver la sécurité et l'indépendance du Liban
- ▶ L'Iran est une puissance régionale incontournable, à condition qu'elle respecte l'accord nucléaire et joue son rôle de stabilisateur régional



Marine Le Pen

« Front National »

- ▶ Ouvrir un dialogue avec l'État syrien, allié objectif contre le fondamentalisme islamiste

Asie : poursuivre un engagement diversifié

**Alice Ekman, Françoise Nicolas,
Céline Pajon et John Seaman**

Pour la diplomatie française, l'Asie est à la fois un partenaire économique de premier plan (qui représente 15 % de ses échanges commerciaux), une région clé pour la lutte contre le changement climatique, une mosaïque de systèmes politiques où les valeurs chères à la France (notamment la démocratie et les droits de l'homme) sont plus ou moins mises à mal, et une zone où les enjeux de sécurité revêtent une importance systémique. La définition d'une politique asiatique est, dans ces conditions, complexe. En outre, la nécessaire attention accordée à la montée en puissance chinoise et à son activisme grandissant ne doit pas conduire à une approche exclusivement sino-centrée : la France doit poursuivre un engagement asiatique diversifié.

Dans le domaine économique, la voie est toute tracée. La France, à travers l'Union européenne (UE), s'est engagée dans une série d'accords commerciaux préférentiels. L'enjeu dans les années à venir est de parvenir, d'une part, à assurer la mise en œuvre des accords existants (avec la Corée du Sud, Singapour, le Vietnam) et d'autre part, à en négocier de nouveaux, notamment avec le Japon, d'autres pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), ou encore l'Inde. En ce qui concerne la Chine, l'ambition est moindre pour l'instant, la négociation portant sur un accord bilatéral d'investissement. La difficulté tient dans ce domaine à la nécessité de maintenir l'ouverture des marchés et défendre le principe de réciprocité, ce qu'a montré le débat sur l'octroi à la Chine du statut d'économie de marché.

Outre le domaine économique, la France tente de diversifier et renforcer ses partenariats stratégiques en Asie-Pacifique en investissant avec des pays qui partagent les mêmes valeurs. Ainsi, Paris a mis en place un partenariat d'exception avec Tokyo, qui s'appuie notamment sur la mise en place d'un dialogue visant à consolider de façon substantielle la coopération de politique étrangère et de défense. La France a également approfondi ses partenariats avec l'Inde et l'Australie, ce qui s'est traduit par

la vente de 36 chasseurs *Rafale* à la première et 12 sous-marins à la seconde. Paris pourrait privilégier une mise en relation de ses partenaires stratégiques dans la région (Japon, Australie, Inde), tout en favorisant le développement des relations bilatérales avec des partenaires comme la Corée et les pays de l'ASEAN.

Au-delà de cet engagement diversifié, l'enjeu pour la France sera de s'imposer comme un acteur régional au sein des institutions multilatérales asiatiques. Attachée au principe de la liberté de navigation, la France est résolument engagée à promouvoir la protection des liaisons maritimes de l'océan Indien au Pacifique sud, où la France gère la plus vaste zone économique exclusive et compte 1,6 million de ressortissants. L'enjeu est de taille, alors que les mécanismes de coopération régionale se complexifient et que la Chine cherche à déployer sa propre architecture de sécurité. Par ailleurs, l'instabilité de la zone Asie-Pacifique, avec d'importants points de tension (détroit de Taïwan, péninsule coréenne, relations Inde-Pakistan, mer de Chine méridionale et orientale, etc.) doit conduire la France à formuler une stratégie qui anticipe de possibles escalades.

La question de la sécurité des intérêts et des ressortissants français se pose dans certains pays de la région au contexte intérieur dégradé, comme les Philippines, la Thaïlande ou la Birmanie. À cet égard, la lutte contre le terrorisme reste un enjeu majeur, de l'Asie du Sud (Afghanistan, Pakistan) à l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Philippines). Ce dossier peut faire l'objet d'une coopération plus approfondie avec nombre de pays asiatiques. De même, la question de la non-prolifération nucléaire et du contrôle des armements se pose de manière plus aiguë ces dernières années avec les progrès enregistrés par le programme nucléaire et balistique nord-coréen.

Enfin, même si la politique asiatique de la France ne doit pas se focaliser sur la seule Chine, celle-ci reste un partenaire de première importance. Or, la montée en puissance chinoise pose des défis de nature à fragiliser la relation bilatérale. D'abord, la diplomatie française doit réfléchir plus stratégiquement à la réponse à formuler face au déploiement du projet chinois des Nouvelles routes de la soie, présenté jusqu'à présent comme un outil géo-économique mais qui pourrait se convertir en influence géostratégique. Ensuite, la protection des intérêts et des acteurs français présents sur le territoire chinois s'avère aujourd'hui plus difficile à assurer dans un contexte de durcissement du régime politique sous l'égide de Xi Jinping, en place (au minimum) pour les cinq prochaines années. L'accès au marché chinois se restreint, alors que le rôle de l'État dans l'économie demeure fort et que la vaste campagne anticorruption en cours depuis 2012 freine les progrès de nombreux projets, complique l'accès à

l'information et rend plus difficiles les échanges avec les partenaires locaux et les cadres du Parti. La nouvelle loi chinoise sur les organisations non gouvernementales impose, par ailleurs, de nouvelles contraintes aux organisations à but non lucratif étrangères, et amène à s'interroger sur la légitimité de leur présence en Chine.

La relation avec la Chine doit également être replacée dans le cadre d'une rivalité renforcée entre Pékin et Washington. Dans ce contexte, la France a plus que jamais un rôle primordial à jouer dans le maintien de la stabilité de la région. Toutefois, même si la France continue de jouer dans la cour des grands, ses capacités et son influence dans la région sont limitées. C'est pourquoi, au-delà de la défense de ses intérêts nationaux, Paris devra également continuer à jouer un rôle moteur dans la formulation d'une politique européenne cohérente en Asie.

Asie



Jean-Luc Mélenchon

« La France insoumise »

- ▶ Soutenir le projet chinois d'une monnaie commune mondiale pour libérer l'économie mondiale de la domination du dollar
- ▶ Bâtir une nouvelle alliance altermondialiste avec les BRICS et adhérer à leur banque de développement
- ▶ Renforcer la coopération avec la Chine
- ▶ Mer de Chine : les conflits de souveraineté doivent être discutés et réglés à l'ONU



Benoît Hamon

« Parti socialiste »

- ▶ S'opposer au statut d'économie de marché de la Chine
- ▶ Nouer ou consolider des partenariats féconds en Asie
- ▶ Mer de Chine : la communauté internationale doit rester vigilante quant à la libre circulation et à la sécurité des transports



En Marche!

Emmanuel Macron

« En Marche »

- ▶ La France et l'Europe doivent renforcer et équilibrer leurs relations dans les domaines sécuritaires, commerciaux et écologiques avec la Chine
- ▶ Lancer avec nos partenaires européens une initiative globale pour négocier un accord transversal avec la Chine
- ▶ Travailler davantage avec les autres pays d'Asie, notamment avec l'Inde, notre premier partenaire stratégique en Asie
- ▶ Intensifier l'action climatique en coopération avec la Chine
- ▶ Mer de Chine : bâtir une politique à l'échelle européenne afin de garantir notre présence dans la région



François Fillon

« Les Républicains »

- ▶ Approfondir la coopération avec les puissances d'Asie, dans le respect de nos intérêts économiques
- ▶ Travailler étroitement avec la Chine sur les grands défis de notre temps : changement climatique, lutte contre le terrorisme, régulation du commerce, création d'un partenariat stratégique avec Pékin
- ▶ Mer de Chine : la France doit surveiller de près la situation et doit être en mesure d'y déployer navires et aéronefs



Marine Le Pen

« Front National »

- ▶ Mer de Chine : le rôle de la France est d'assurer la continuité du dialogue entre les puissances régionales et d'éviter une escalade militaire entre la Chine et les États-Unis

La politique africaine de la France à l'épreuve de la diversité du continent

Alain Antil

La présence sur le continent africain est un élément clé de la puissance de la France, ou tout du moins de son influence. Elle a toujours été une priorité de son action extérieure. Pour le demeurer, elle devra s'adapter aux mutations profondes du continent, et à la diversité des dynamiques qui le traversent.

Sécurité

La France a mené une cinquantaine d'opérations militaires sur le continent africain depuis les indépendances. Après la fin de la guerre froide et à la suite du génocide rwandais, Paris a souhaité ne plus jouer le rôle de « gendarme » de l'Afrique, et a opté pour une triple inflexion de sa politique : intervenir avec de solides mandats internationaux ; tenter de pousser l'Union européenne (UE) à s'impliquer davantage ; et enfin contribuer au renforcement des armées nationales et à l'édification d'une architecture africaine de sécurité. Cette politique a été mise en œuvre au cours des vingt dernières années dans un contexte de réduction du budget de la défense, ce qui s'est traduit par une réduction du nombre de militaires français pré-positionnés en Afrique.

Le premier objectif a été atteint. Le deuxième partiellement : si des pays européens participent aujourd'hui à des opérations de maintien de la paix, leur participation demeure exceptionnelle et légère. Le troisième est loin d'être atteint, ce qui oblige régulièrement la France à intervenir parce qu'elle est la seule à pouvoir le faire, du moins dans les phases initiales du conflit. C'est ainsi que l'on peut interpréter les interventions au Mali (Serval) et en République centrafricaine (Sangaris). Le désengagement français semble impossible, à en juger par la fragilité actuelle de la bande sahélo-saharienne, dont les soubresauts politiques pourraient avoir des conséquences directes sur le Maghreb et le bassin méditerranéen.

L'adaptation de l'opération Barkhane, qui regroupe 3 500 militaires, est la clé pour la stabilisation de la bande sahélo-saharienne.

Diplomatie économique

La France est toujours l'un des principaux investisseurs et l'un des plus importants partenaires commerciaux du continent. Ses parts de marché diminuent en raison de l'émergence de concurrents africains et non africains. Si les grands groupes français sont bien armés pour maintenir ou conquérir des marchés, les PME/PMI françaises sont en revanche beaucoup moins outillées et soutenues. Le continent africain représente des marchés en croissance pour lesquels l'appareil industriel français dispose d'atouts (BTP, réseaux d'eau, transports, etc.). Parallèlement, la contribution de la France à la sécurité du continent constitue un utile soutien à sa diplomatie économique. Cependant, trop d'initiatives et de structures, parfois concurrentes, sont censées défendre les intérêts français. Cette surabondance nuit à l'efficacité d'ensemble de cette diplomatie économique. L'échec de l'initiative « Énergies pour l'Afrique » est une illustration de cette politique en ordre dispersé.

Francophonie

Bien que leader naturel de la francophonie, la France apparaît souvent en marge des institutions francophones et ne semble pas en faire un axe cardinal de sa politique étrangère. Se jouent pourtant autour de la francophonie des enjeux d'influence liés au droit, au commerce, aux organisations internationales, ou encore à la diffusion des œuvres culturelles. De plus, compte tenu des évolutions démographiques des pays francophones d'Afrique, le français pourrait gagner des centaines de millions de locuteurs au cours du XXI^e siècle. Cette évolution est théorique, car si la France ne se réengage pas davantage dans la coopération (envoi de professeurs, soutien aux institutions scolaires, etc.), cette progression de la langue française ne se concrétisera pas. La francophonie pourrait être également utilisée comme levier de promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance, objectif plus facile à promouvoir dans ce cadre que dans une relation bilatérale, où chaque recommandation peut être dénoncée comme une atteinte à la souveraineté. Le soutien prolongé à des régimes autoritaires, pour des raisons sécuritaires ou économiques, a terni l'image de la France auprès des populations jeunes de ces pays qui seront peut-être les élites de demain et pourraient alors se détourner d'une relation privilégiée avec Paris.

Aide au développement et à la bonne gouvernance

L'Afrique a une population jeune qui peine à s'insérer dans des marchés de l'emploi incapables d'absorber la masse des nouveaux entrants. Cette jeunesse est porteuse de potentialités : elle tente de se trouver une place dans les sociétés africaines, notamment en créant des mouvements citoyens pour réclamer le respect des droits politiques mais aussi économiques. Parallèlement, cette jeunesse est également porteuse de tensions si des emplois ne sont pas massivement créés. La coopération et l'aide au développement françaises sont des éléments d'influence (*soft power*) mais doivent intégrer davantage ces enjeux (création d'emplois et respect des droits civiques). Cela passe aussi par une attention accrue aux évaporations de l'aide observées dans certains pays récipiendaires.

Afrique



Jean-Luc Mélenchon

« La France insoumise »

- ▶ En finir avec la Françafrique : respecter l'indépendance des États africains et la souveraineté des peuples en s'interdisant de se mêler des élections et en réprimant les corrupteurs
- ▶ Réorganiser les institutions de la francophonie en agissant pour son recentrage sur la défense, le rayonnement de la langue et son usage commun
- ▶ Élaborer des contenus éducatifs et des diplômes communs entre pays francophones
- ▶ Renforcer les médias audiovisuels francophones (RFI, France 24 et TV5 Monde)



Benoît Hamon

« Parti socialiste »

- ▶ Établir des partenariats équitables avec les pays d'Afrique
- ▶ Inscrire notre aide publique au développement dans une trajectoire de 0,7 % du revenu national brut. La France accompagnera les transitions avec nos partenaires d'Afrique, en Méditerranée et au Sahel



En Marche !

Emmanuel Macron

« En Marche »

- ▶ Proposer un grand partenariat avec l'Afrique
- ▶ Réaffirmer de façon crédible, comme nos partenaires européens, l'objectif d'une aide publique à hauteur de 0,7 % de la production nationale (principalement destinée aux pays d'Afrique)
- ▶ Renouer avec une politique de promotion de la francophonie en développant la coopération linguistique et le soutien aux lycées français à l'étranger
- ▶ Développer la francophonie en Afrique pour lutter contre le radicalisme religieux
- ▶ Intensifier l'action climatique en coopération avec l'Afrique



François Fillon

« Les Républicains »

- ▶ Prolonger nos actions au Sahel tout en renforçant notre action de formation et de soutien aux armées africaines
- ▶ Construire une relation sereine et de confiance avec nos amis africains francophones d'abord, mais aussi anglophones et lusophones
- ▶ Faire de la francophonie non seulement un espace culturel mais aussi un lieu de partage des valeurs communes



Marine Le Pen

« Front National »

- ▶ Mettre en œuvre une véritable politique de co-développement avec les pays d'Afrique, fondée prioritairement sur l'aide au développement de l'école primaire, l'aide à l'amélioration des systèmes agricoles et l'aide au renforcement des outils de défense et de sécurité
- ▶ Renforcer les liens entre les peuples qui ont le français en partage

Quatre pistes pour reprendre l'initiative sur l'Union européenne

Vivien Pertusot

2017 est une année cruciale pour l'Union européenne (UE) avec les élections aux Pays-Bas, en France, en Allemagne et peut-être en Italie. Rupture historique, les négociations sur le Brexit ont officiellement débuté. Tirillée par de fortes contradictions internes, l'UE vient de célébrer le 60^e anniversaire du traité de Rome, ce qui a engendré un fort activisme diplomatique pour tenter de renforcer sa cohésion, sans réel résultat concret. Le prochain président de la République prendra ses fonctions dans un contexte de crise, marqué en outre par des doutes profonds de la part de ses partenaires sur le sérieux de l'engagement européen de la France. Celui-ci est pourtant au cœur de la politique étrangère française depuis 1957.

En tant que pays fondateur et puissance de premier rang, la France pèse dans le débat européen ; elle est attendue par ses partenaires, qui lui reprochent néanmoins ses oscillations entre arrogance et désinvolture. Depuis l'élargissement des années 2000, Paris peine à formuler une politique européenne globale ; le « non » au référendum sur le traité constitutionnel en 2005 a provoqué une profonde cassure, qui ne cesse de rejouer. La crise économique amorcée en 2008 a fragilisé Paris et limité sa capacité d'initiative.

Il serait toutefois incorrect de dire que la France n'a rien fait. Elle a été active sur tous les dossiers européens, que ce soit sur le Mécanisme européen de stabilité (MES), l'union bancaire, la lutte antiterroriste, la défense, etc. Cependant, chaque prise de position a semblé répondre à un impératif de court terme plutôt qu'à une vision de long terme.

L'UE est à un tournant car son poids diminue à l'échelle globale. Le débat en France porte surtout sur les contraintes de la construction européenne. Dire que l'Europe doit faire moins ou différemment n'est pas une ambition globale. De plus, il est stérile de prôner le lancement de politiques déjà en cours ou la réorientation de politiques qui ne plaisent

pas, surtout à la France. Il est évident qu'il faut traiter de la question migratoire, de la défense européenne, des travailleurs détachés ou encore de l'investissement européen. Ces sujets sont déjà à l'ordre du jour. Mais cela ne répond pas aux questions de fond concernant l'Union : faut-il doter la zone euro de nouveaux outils en matière fiscale, sociale, budgétaire, institutionnelle ? Comment articuler le marché intérieur – et plus globalement les politiques à 27 – avec une zone euro renforcée ? Comment restaurer un lien de confiance entre les Européens et le projet politique ? Quels sont les sujets que l'Europe doit traiter et ceux qu'elle n'a pas ou plus vocation à aborder ?

2017 offre une opportunité au nouveau président : engager un débat de fond sur l'avenir de l'UE et l'intensifier après les élections allemandes. Encore faut-il le vouloir, et se mettre en position d'ouverture et de proposition. Quatre pistes devraient alors être explorées simultanément.

La première concerne directement la France et sa capacité à restaurer sa crédibilité politique et économique, en mettant en œuvre un programme de réformes structurelles attendues par ses partenaires car elles conditionnent la stabilité de l'ensemble. C'est un prérequis afin de réorienter les politiques européennes sur la supervision budgétaire, le respect des règles, voire leur fondement, tant la crédibilité française a été sévèrement entamée. La seule puissance de l'argument ne peut l'emporter.

Ces efforts faciliteront, c'est le deuxième point, un dialogue plus équilibré avec l'Allemagne. Les concertations entre Paris et Berlin sont certes quotidiennes, mais la vigueur et la portée du projet européen dépendent en grande partie de la bonne entente et d'un accord mutuel entre les deux grandes puissances européennes sur l'ordre des priorités, ainsi que sur leur capacité d'entraînement. C'est insuffisamment le cas aujourd'hui en raison de l'asymétrie économique qui n'a cessé de s'accroître au cours des dix dernières années.

Troisièmement, la France doit s'ouvrir à des coopérations approfondies avec d'autres partenaires européens. Elle ne peut s'appuyer que sur ses partenaires traditionnels comme l'Espagne et l'Italie. Elle fait montre de trop peu d'intérêt à l'égard des pays au nord ou à l'est de l'Europe. Il est utile de voir les prémices de relations plus approfondies entre Paris et La Haye, avec qui les désaccords sur l'Europe sont nombreux. Mais, il faut aller au-delà. La République tchèque souhaite développer des relations plus fortes avec la France ; à Paris de saisir l'occasion. Les discussions sur l'harmonisation fiscale ne pourront avoir lieu sans concertation avec des pays qui y sont opposés, comme l'Irlande. Pas plus la France seule qu'un consensus franco-allemand n'est suffisant à une relance européenne.

Enfin, le prochain président devra lancer un grand débat sur l'Europe en France. Ce n'est pas la seule responsabilité de la Commission européenne de le faire. Un tel débat est nécessaire pour tenter de recréer un élan favorable à l'Europe en France et d'indiquer une direction de long terme pour le projet européen. C'est pourquoi le prochain président devra faire acte de pédagogie pour expliquer la nature des interdépendances dont la France est à la fois acteur et objet. Ce qui implique de penser à la bonne échelle, celle de l'Europe.



Jean-Luc Mélenchon

« La France insoumise »

- ▶ S'exonérer du Pacte de stabilité et des règles européennes encadrant les déficits
- ▶ Cesser d'appliquer la directive sur le détachement des travailleurs en France
- ▶ Refuser les régressions du droit européen sur les questions sociales et écologiques
- ▶ Refuser les traités de libre-échange (TTIP, CETA, TISA)
- ▶ Empêcher l'évasion fiscale et les attaques spéculatives contre la France
- ▶ Arrêter la libéralisation des services publics (rail, énergie, télécoms...)
- ▶ Mettre fin à l'indépendance de la BCE
- ▶ Dévaluer l'euro pour revenir à la parité initiale avec le dollar
- ▶ Organiser une conférence européenne sur les dettes souveraines
- ▶ Appliquer un protectionnisme solidaire
- ▶ Refonder la Politique agricole commune
- ▶ Abandonner le marché carbone
- ▶ Proposer une alliance des pays d'Europe du Sud pour sortir de l'austérité
- ▶ Si les mesures listées ci-dessus échouent : stopper la contribution de la France au budget de l'UE
- ▶ Engager des politiques concertées de relance écologique et sociale de l'activité
- ▶ Renforcer la participation française aux programmes de coopération hors UE



Benoît Hamon

« Parti socialiste »

- ▶ Présenter un nouveau traité de démocratisation de la gouvernance économique de la zone euro
- ▶ Mettre en place une Assemblée parlementaire de la zone euro
- ▶ Cette Assemblée statuera souverainement un budget propre de la zone euro
- ▶ Mettre en place un nouveau Conseil des ministres des Finances de la zone euro
- ▶ Modification des règles de Dublin sur le droit d'asile
- ▶ Éliminer les obstacles à l'intégration des réfugiés
- ▶ Convergence sociale en Europe avec un salaire minimum à 60 % du salaire moyen
- ▶ Révision de la directive des travailleurs détachés
- ▶ Harmonisation fiscale dans l'UE
- ▶ Plan d'investissement de 1 000 Mds€ pour la transition écologique
- ▶ Grande conférence Écologie-Prévention-Santé
- ▶ Reconnaissance du statut des réfugiés climatiques
- ▶ Mutualiser la dette européenne
- ▶ Faciliter le financement direct par la BCE de la dette des États
- ▶ Déduction des dépenses de défense et d'accueil des migrants du calcul des déficits



En Marche !

Emmanuel Macron

« En Marche »

- ▶ Lancer dans toute l'UE, des conventions démocratiques dès la fin 2017
- ▶ Créer des listes européennes pour élire les 73 eurodéputés correspondant aux sièges britanniques au Parlement européen
- ▶ Une Europe qui protège ses frontières dans le respect de ses valeurs
- ▶ Une Europe de la défense fondée sur des coopérations concrètes
- ▶ Coopération policière et judiciaire permettant une action efficace à l'échelon européen
- ▶ Créer un poste de ministre de l'Économie et des Finances de la zone euro
- ▶ Mettre en place un socle de droits sociaux européens
- ▶ Renforcer les instruments anti-dumping et défendre un « Buy European Act »
- ▶ Une politique commerciale plus démocratique et qui défend les valeurs européennes
- ▶ Réformer le marché carbone
- ▶ Rendre la Politique agricole commune plus protectrice et plus réactive
- ▶ Renforcer l'Europe du numérique
- ▶ Tripler le nombre de Français bénéficiant d'un échange universitaire ou professionnel dans l'UE



François Fillon

« Les Républicains »

- ▶ Réformer en profondeur les accords de Schengen et retrouver le contrôle des frontières extérieures de l'UE
- ▶ Doter la zone euro d'un directoire politique qui assurera le suivi et la gestion de la zone économique
- ▶ Faire, d'ici dix ans, de l'euro une monnaie de réserve et de règlement comparable au dollar américain
- ▶ Coordonner la politique de la BCE avec une stratégie économique globale
- ▶ Réaliser une convergence fiscale pour rejoindre des taux plus modérés
- ▶ Créer un Fonds monétaire européen pour permettre à l'Europe d'être indépendante du FMI
- ▶ Refuser les accords qui ne seraient pas dans l'intérêt des Européens
- ▶ Renégocier la directive sur le détachement des travailleurs
- ▶ Faire de l'Europe le champion mondial de l'innovation et de l'attractivité
- ▶ Mettre en place une véritable Europe de l'énergie
- ▶ Défendre nos intérêts et ceux de l'UE dans la négociation du Brexit
- ▶ Mettre fin à l'inflation normative de la Commission européenne
- ▶ En finir avec les élargissements permanents de l'UE
- ▶ Reconnaître, défendre et promouvoir les valeurs de la civilisation européenne en Europe et dans le monde



Marine Le Pen

« Front National »

- ▶ Restituer au peuple français sa souveraineté
- ▶ Organiser un référendum sur l'appartenance de la France à l'Union européenne
- ▶ Retrouver la souveraineté monétaire de la France en revenant au franc
- ▶ Rétablir les frontières nationales et sortir de l'espace Schengen
- ▶ Refuser la libéralisation du rail voulue par l'Union européenne

France-Allemagne : *Quo Vadis ?*

Barbara Kunz et Hans Stark

Les élections présidentielles françaises seront suivies en septembre des élections allemandes. Le résultat des premières est décisif pour l'orientation de la France sur le plan européen, et par conséquent la nature des relations franco-allemandes, qui présentent des risques réels de fracture. Sujet d'unanimité au sein de la classe politique française pendant plusieurs décennies, le rapport à l'Allemagne est désormais à l'origine de dissensions profondes. Certains candidats envisagent de modifier, voire de renverser, le cadre des alliances historiques de la France (OTAN et UE) en rompant avec l'Allemagne (notamment Marine Le Pen qui se prononce en faveur d'une sortie de l'UE, mais aussi Jean-Luc Mélenchon). Le programme économique de Benoît Hamon est diamétralement opposé aux priorités de l'Allemagne et repose sur l'hypothèse d'un nouveau rapport de force politique entre Paris et Berlin. François Fillon et Emmanuel Macron semblent, quant à eux, vouloir assurer une continuité des choix européens de la France et du lien avec l'Allemagne.

La poursuite de la coopération franco-allemande dépend d'un grand nombre de facteurs, tant sur le plan de la politique européenne, que de celui de la politique étrangère et de sécurité. À l'échelle de l'UE, les dossiers cruciaux – qui nécessitent une concordance des vues et des positions quasi immédiates – sont nombreux : régulation des flux de réfugiés et maîtrise du contrôle des frontières extérieures de l'UE, Brexit, traitement de la dette grecque et de la crise économique italienne, consolidation de la zone euro, défi numérique (sur les plans industriel et sécuritaire) ou encore questions institutionnelles permettant l'émergence d'une intégration différenciée autour d'un noyau dur franco-allemand. Cependant, ces dossiers resteront en suspens jusqu'aux élections allemandes de septembre.

Il ne faut pas être dupe : les différences entre Paris et Berlin ne sont pas uniquement liées à des oppositions personnelles entre dirigeants, mais aussi à des divergences que l'on pourrait qualifier de structurelles. Même si ces différences étaient plus faciles à gérer avec un partenaire désireux de respecter les engagements européens qu'avec un dirigeant prônant

la rupture, elles continueraient, quoi qu'il en soit, à peser sur le prochain quinquennat. Ainsi, les visions divergentes de la politique budgétaire et monétaire sont profondément ancrées dans l'ADN des deux pays. Il en est de même pour les cultures stratégiques de part et d'autre du Rhin. Et ce n'est pas parce que l'approche de Berlin évolue que l'Allemagne est en train de devenir comme la France. La coopération en matière de sécurité risque donc de rester compliquée – ne serait-ce que parce que les priorités ne sont pas toujours les mêmes, que ce soit en termes régionaux (Paris tend à regarder vers le « Sud », Berlin vers l'« Est ») ou de doctrine. Les récentes propositions franco-allemandes pour relancer l'Europe de la défense méritent de ne pas être surestimées. En outre, en fonction du candidat qui sera finalement élu président, certains éléments aujourd'hui consensuels pourraient être remis en cause, comme les sanctions contre la Russie.

Par le passé, ces différences structurelles ont pu être gommées grâce à une forte volonté politique. Au vu des discours tenus durant la campagne électorale, on peut néanmoins se demander si le personnel politique français y voit toujours une nécessité. Par ailleurs, le rôle de l'Allemagne en Europe est en train de changer. Certes, les responsables allemands de tous bords ne cessent de souligner leur envie de multilatéralisme et leur désir d'assumer un leadership en coopération avec d'autres. Mais encore faut-il qu'ils aient un partenaire. Par conséquent, les bases de la coopération franco-allemande changent aussi. Cela fait un moment que Berlin déplore la faiblesse de la France et se sent essemblée face au chaos grandissant aux portes de l'Europe. Toutefois, après le vote du Brexit et au regard de la dégradation des relations germano-polonaises, Berlin n'a pas d'alternative à Paris.

Reste à savoir si la France a vraiment le choix de la rupture au regard de sa situation économique. À l'inverse, l'approfondissement du lien franco-allemand indispensable à la poursuite du projet européen implique de profondes réformes structurelles améliorant la compétitivité de ses entreprises et assurant à la fois la réindustrialisation de son économie, la réduction de sa dette et la maîtrise de ses dépenses publiques. Ce n'est que sur la base d'un assainissement économique national que Paris pourra former un noyau dur avec Berlin dans une Europe sans doute à plusieurs vitesses qui permettra de faire face ensemble à des défis que l'Allemagne ne peut relever seule : la gouvernance de la zone euro, l'Europe de la défense, la lutte contre le terrorisme, l'immigration, la révolution numérique, le tournant énergétique, ainsi que le dialogue avec Washington, Moscou et Pékin, tant sur le plan commercial qu'en matière de sécurité et de défense. En même temps, les incompatibilités structurelles décrites ci-dessus ne disparaîtront pas automatiquement le jour où la France mettra en œuvre

des réformes structurelles. La volonté politique et surtout le sens du réalisme continueront d'être la condition *sine qua non* de la relation franco-allemande.

Coopération franco-allemande en *Europe**



Jean-Luc Mélenchon

« La France insoumise »

- ▶ « Ne plus confier, ni à la Commission européenne ni à l'Allemagne, notre indépendance d'action et notre souveraineté »
- ▶ S'exonérer du pacte de stabilité et des règles européennes encadrant les déficits
- ▶ Proposer une alliance des pays d'Europe du Sud pour sortir de l'austérité
- ▶ Mettre fin à l'indépendance de la BCE
- ▶ Dévaluer l'euro pour revenir à la parité initiale avec le dollar
- ▶ Organiser une conférence européenne sur les dettes souveraines
- ▶ Appliquer un protectionnisme solidaire
- ▶ Refonder la Politique agricole commune
- ▶ Abandonner le marché carbone
- ▶ Renforcer la participation française aux programmes de coopération hors UE



Benoît Hamon

« Parti socialiste »

- ▶ Présenter un nouveau traité de démocratisation de la gouvernance économique de la zone euro
- ▶ Mettre en place une Assemblée parlementaire de la zone euro qui statuera souverainement un budget propre
- ▶ Mettre en place un nouveau Conseil des ministres des Finances de la zone euro
- ▶ Convergence sociale en Europe avec un salaire minimum à 60 % du salaire moyen
- ▶ Harmonisation fiscale dans l'UE
- ▶ Mutualiser la dette européenne
- ▶ Faciliter le financement direct par la BCE de la dette des États
- ▶ Modification des règles de Dublin sur le droit d'asile
- ▶ Déduction des dépenses de défense et d'accueil des migrants du calcul des déficits



En Marche!

Emmanuel Macron

« En Marche »

- ▶ Relancer le moteur franco-allemand
- ▶ Rétablir la confiance avec l'Allemagne, quant aux engagements budgétaires européens de la France
- ▶ Défense européenne : renforcer les partenariats entre la France et l'Allemagne
- ▶ Plaider pour que l'Allemagne devienne un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU
- ▶ Coopération policière et judiciaire permettant une action efficace à l'échelon européen
- ▶ Créer un poste de ministre de l'Économie et des Finances de la zone euro
- ▶ Mettre en place un socle de droits sociaux européens
- ▶ Renforcer les instruments anti-dumping et défendre un « Buy European Act »
- ▶ Une politique commerciale plus démocratique et qui défend les valeurs européennes
- ▶ Réformer le marché carbone
- ▶ Rendre la Politique agricole commune plus protectrice et plus réactive



François Fillon

« Les Républicains »

- ▶ La France et l'Allemagne doivent redevenir le moteur de la construction européenne
- ▶ Lancer une initiative franco-allemande sur la fiscalité des entreprises
- ▶ Créer avec l'Allemagne un musée de la culture européenne à Strasbourg
- ▶ Défense : mutualiser le financement des opérations extérieures en priorité avec l'Allemagne et avec les autres partenaires européens
- ▶ Numérique : porter, avec l'Allemagne, l'ambition de plateformes numériques industrielles et sectorielles européennes
- ▶ Doter la zone euro d'un directoire politique qui assurera le suivi et la gestion de la zone économique
- ▶ Coordonner la politique de la BCE avec une stratégie économique globale
- ▶ Réaliser une convergence fiscale pour rejoindre des taux plus modérés
- ▶ Créer un Fonds monétaire européen pour permettre à l'Europe d'être indépendante du FMI
- ▶ Défendre nos intérêts et ceux de l'UE dans la négociation du Brexit



Marine Le Pen

« Front National »

- ▶ Organiser un référendum sur l'appartenance de la France à l'Union européenne
- ▶ Retrouver la souveraineté monétaire de la France en revenant au franc
- ▶ Rétablir les frontières nationales et sortir de l'espace Schengen
- ▶ Refuser la libéralisation du rail voulue par l'Union européenne

* Les propositions liées à l'Europe sont en italique. Elles peuvent avoir un impact sur les relations franco-allemandes.

Source : programmes officiels des candidats mis en ligne sur leurs sites internet respectifs, au 20 mars 2017.

Multilatéralisme et gouvernance mondiale : restructuration accélérée

Alice Ekman

Au cours des dernières années, la France a investi dans le multilatéralisme économique, climatique ou de sécurité. L'un des défis auquel elle est aujourd'hui confrontée est la restructuration rapide de la gouvernance mondiale sous l'impulsion de la Chine. Déterminé à être le pilote de ce processus, Pékin investit massivement dans le multilatéralisme et accélère le rythme des initiatives institutionnelles depuis le début du mandat de Xi Jinping en 2012. Une nouvelle étape a été franchie depuis l'élection de Donald Trump. Dans ses discours de Davos et Genève en janvier 2017, Xi Jinping s'est positionné – en contraste avec le Brexit, le discours « America first » et le retrait des États-Unis de l'Accord de partenariat transpacifique (TPP) – comme le premier défenseur de la « mondialisation économique », expression prononcée plus de 30 fois lors de son déplacement.

L'investissement chinois dans le multilatéralisme n'est pas de même nature que celui de la France : la Chine souhaite promouvoir de nouvelles normes et une vision renouvelée des enjeux contemporains – différents de ceux de la France et de l'Europe à maints égards. Plus largement, Pékin aspire à une organisation du monde qui ne serait plus dominée par les démocraties occidentales. En janvier 2017, dans un *Livre blanc sur la coopération en matière de sécurité en Asie-Pacifique*, la Chine a confirmé sa volonté de développer une nouvelle architecture multilatérale de sécurité en Asie, qui ne serait plus fondée sur le système d'alliances américain dans la région. Début mars 2017, dans une nouvelle *Stratégie internationale pour la coopération sur le cyberspace*, la Chine a affirmé sa volonté de prendre plus activement part à la cybergouvernance et de promouvoir sa conception d'un internet souverain, c'est-à-dire plus fortement contrôlé par chaque État.






À terme, cet activisme institutionnel chinois risque d'engendrer une baisse de l'influence française et européenne au sein de certaines institutions. Les Européens pourraient être contraints de s'engager davantage pour défendre leur vision de l'internet, de la culture, de la sécurité, du commerce international ou encore du droit international. Les ambitions chinoises portent aujourd'hui sur la gouvernance mondiale dans toutes ses dimensions. La Chine se donne les moyens – financiers et humains – de ses ambitions, avec pragmatisme et méthode.

Pékin accélère le rythme de ses initiatives institutionnelles en agissant simultanément dans trois directions : intégration dans des institutions existantes (telle que l'Organisation des Nations unies), redynamisation d'institutions jusqu'à présent peu efficaces (telle que la Conference on Interaction and Confidence-Building Measures in Asia, dont la Chine assure la présidence jusqu'en 2018), et création de nouvelles institutions. Elle est déjà parvenue au cours des dernières années à créer plusieurs institutions et mécanismes de coopération multilatérale d'envergure, telle que la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII) en 2014, de nouveaux forums régionaux (y compris en Europe), ou des forums thématiques de haut niveau (Boao forums pour l'économie, Xiangshan forums pour la sécurité, forums sur les Nouvelles routes de la soie, entre autres).

Dans sa stratégie de restructuration des organisations multilatérales, la Chine compte sur le soutien des pays en développement et émergents, et en premier lieu de la Russie – avec qui elle partage une vision post-occidentale de l'organisation du monde, et des conceptions communes sur le cyberspace ou encore la lutte antiterroriste. Toutefois, la Chine invite également les pays les plus développés à rejoindre les institutions nouvellement créées.

Dans ce contexte, la question d'une participation éventuelle de la France – et des conditions de cette participation – se posera à chaque nouvelle initiative institutionnelle chinoise, comme elle s'est déjà posée lors du lancement de la BAII. Cette question mérite d'être anticipée. Il est dans l'intérêt de la France et de l'Europe de consolider leur investissement dans le multilatéralisme et d'élaborer une stratégie de gouvernance mondiale qui ne soit pas uniquement défensive ou formulée en réaction à la stratégie chinoise. Ce devrait en particulier être le cas dans les domaines où la gouvernance est en cours de formation ou d'ajustement (gouvernance de l'internet et de l'espace, entre autres), et où les visions s'opposent. Au lendemain de l'élection présidentielle américaine, la France et l'Europe sont désormais en première ligne pour défendre les institutions, normes, et standards internationaux qu'elles souhaitent préserver.

La France et le multilatéralisme

	 Jean-Luc Mélenchon « La France insoumise »	 Benoît Hamon « Parti socialiste »	 Emmanuel Macron « En Marche »	 François Fillon « Les Républicains »	 Marine Le Pen « Front National »
ONU	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Réaffirmer que l'ONU est le seul organe légitime pour la sécurité collective ▶ Réformer la FAO (Organisation de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation) 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ La France restera attachée à l'ONU 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Faire prévaloir les intérêts et les positions communes de l'Union européenne au Conseil de sécurité de l'ONU ▶ Plaider pour un élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU à de nouveaux membres permanents 		
Commerce	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Sortir de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ▶ Refuser les traités de libre-échange (TTIP, CETA, TISA) ▶ Intégrer le respect des règles fondamentales du droit du travail dans les accords commerciaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Refuser les traités de libre-échange (TTIP, CETA, TISA) ▶ S'opposer au statut d'économie de marché de la Chine 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les instruments anti-dumping 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Refuser les accords qui ne seraient pas dans l'intérêt des Européens 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Refuser les traités de libre-échange (TTIP, CETA, TISA)
Monnaie et finance	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Soutenir le projet chinois d'une monnaie commune mondiale pour libérer l'économie mondiale de la domination du dollar 			<ul style="list-style-type: none"> ▶ Faire, d'ici dix ans, de l'euro une monnaie de réserve et de règlement comparable au dollar américain 	
Europe	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Proposer une alliance des pays d'Europe du Sud pour sortir de l'austérité 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Présenter un nouveau traité de démocratisation de la gouvernance économique de la zone euro ▶ Créer un nouveau Conseil des ministres des Finances de la zone euro 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Une Europe de la défense fondée sur des coopérations concrètes ▶ Défendre un « Buy European Act » 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Mettre en place une véritable Europe de l'énergie 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Référendum sur l'appartenance de la France à l'Union européenne ▶ Refuser la libéralisation du rail voulue par l'Union européenne
Pays émergents et en développement	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer la coopération avec la Chine, les pays émergents et en développement ▶ Adhérer à la banque de développement des BRICS 		<ul style="list-style-type: none"> ▶ Initiative européenne pour négocier un accord transversal avec la Chine 		<ul style="list-style-type: none"> ▶ Mettre en œuvre une politique de co-développement avec les pays d'Afrique
Crise migratoire	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Créer une Organisation mondiale des migrations 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Reconnaître le statut des réfugiés climatiques et créer un visa humanitaire en Europe 			<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rétablir les frontières nationales et sortir de l'espace Schengen
Climat et environnement	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Créer une Organisation mondiale de l'environnement dans le cadre de l'ONU 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Garantir la mise en œuvre de la COP21 ▶ Proposer la création d'un Office mondial des biens communs (air, eau, espace, biodiversité) ▶ Lancer une grande conférence européenne : Écologie-Prévention-Santé 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Porter aux Nations unies, le projet de Pacte universel sur l'environnement ▶ Créer une organisation mondiale de l'environnement ▶ Intensifier l'action climatique avec les pays signataires de l'Accord de Paris 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Veiller à ce que l'accord de Paris sur le climat (COP21) soit mis en œuvre et appliqué par tous 	
Numérique		<ul style="list-style-type: none"> ▶ Proposer un accord international pour la protection des données personnelles et la neutralité d'internet 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer l'Europe du numérique 		
Francophonie	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Défendre la francophonie dans le monde 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Défendre la francophonie dans le monde 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Promouvoir la francophonie 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Soutenir et développer la francophonie dans le monde 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les liens entre les peuples francophones



ifri institut français
des relations
internationales